



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 MAI 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 6, 1961

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre «o» signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 décembre 1960.

53551 — 1-53-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter «o» signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Quebec, December 5, 1960.

53551 — 1-53-0

Lettres patentes

(P.G. 10834-61)

Air-Cooling Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Reuben Spector, C.R., Dov Kravetz, tous deux avocats, et Dorothy Wittrup, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et accessoires de toutes sortes pour la production de la lumière de la chaleur et de l'énergie, sous le nom de « Air-Cooling Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 821 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 10834-61)

Air-Cooling Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Reuben Spector, Q.C., Dov Kravetz, both advocates, and Dorothy Wittrup, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in appliances and apparatus of all kinds for the production, generation or use of light, heat and power, under the name of « Air-Cooling Corporation », with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 821 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10457-61)

Alex Ferguson Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1961, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Guy Ambrose Miller, de St-Bruno, et Charles Eric Humphrey, de Verdun, ces deux derniers teneurs de livres, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Alex Ferguson Canada Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10790-61)

Anjou Society of Dramatic Arts

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: François Wilhelmy, avocat, Jules Léger, notaire, et Annette Daveluy, secrétaire, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et développer les talents artistiques de Ville d'Anjou et aider les autres groupes artistiques, sous le nom de « Anjou Society of Dramatic Arts ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera 8200 Yves Prévost, Ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 11099-61)

Argo Construction (1961) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1961, constituant en corporation: Denise-Marie Landry, Kathleen Mary Higgins, Joyce Harding et Patricia Gain, toutes les quatre secrétaires, célibataires, et Gerald McCarthy, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction générale, sous le nom de « Argo Construction (1961) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10457-61)

Alex Ferguson Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of March, 1961, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, Guy Ambrose Miller, of St-Bruno, and Charles Eric Humphrey, of Verdun, the latter two book-keepers, for the following purposes:

To deal in foods and food products of all kinds, under the name of "Alex Ferguson Canada Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 preferred shares of the par value of \$10 each and 5,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10790-61)

Anjou Society of Dramatic Arts

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: François Wilhelmy, lawyer, Jules Léger, notary, and Annette Daveluy, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To encourage and develop artistic talents in Ville d'Anjou and to help other artistic groups, under the name of "Anjou Society of Dramatic Arts".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 8200 Yves Prévost, Ville d'Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11099-61)

Argo Construction (1961) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1961, incorporating: Denise-Marie Landry, Kathleen Mary Higgins, Joyce Harding and Patricia Gain, all four secretaries, spinsters, and Gerald McCarthy, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Argo Construction (1961) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 36,000 preferred shares of a par value of \$1 each and 4,000 common shares of a par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera 3901 ouest, rue Jean-Talon, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 11037-61)

**Centre Bowling Lanes Ltd.
Salles de Quilles Centre Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1961, constituant en corporation: John Lorne Liberman, Alfred Norman Segall et Irving Issie Finkelberg, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à posséder et exploiter des salles de quilles et autres lieux de distractions, divertissements ou sport; faire le commerce d'articles de sport, sous le nom de « Centre Bowling Lanes Ltd. — Salles de Quilles Centre Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 940 Chemin Côte de Liesse Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 7e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10448-61)

Châtelain Fourrures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1961, constituant en corporation: Jehan Perdriau, avocat, Jean Maillard, comptable, et Pierrette Moisan, avocats, fille majeure usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de fourrures, sous le nom de « Châtelain Fourrures Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10740-61)

**Cie de Terrassement du Nord Inc.
Northern Landscaping Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1961, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, de Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 3901 Jean-Talon West, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11037-61)

**Centre Bowling Lanes Ltd.
Salles de Quilles Centre Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of March, 1961, incorporating: John Lorne Liberman, Alfred Norman Segall and Irving Issie Finkelberg, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owning and operating bowling alleys and other places of amusement, entertainment or sport; to deal in sports equipment, under the name of "Centre Bowling Lanes Ltd. — Salles de Quilles Centre Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 940 Côte de Liesse Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10448-61)

Châtelain Fourrures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of March, 1961, incorporating: Jehan Perdriau, advocate, Jean Maillard, accountant, and Pierrette Moisan, advocate, spinster of the full age of majority in use of her rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry dealing in furs, under the name of "Châtelain Fourrures Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10740-61)

**Cie de Terrassement du Nord Inc.
Northern Landscaping Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of February, 1961, incorporating: J.-René Paiement, advocate, of Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, and Cécile Contant, secretary, fille majeure and in use of her rights, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en terrassement et en travaux de pavage et de construction de toutes sortes, sous le nom de « Cie de Terrassement du Nord Inc. — Northern Landscaping Co. Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune, 8,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2510, boulevard Labelle, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10^e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 11129-61)

Cities and Towns Suppliers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1961, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, J.-Rosaire Robitaille, agent d'assurance, tous deux de la ville d'Anjou, et Annette Daveluy, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tous genres d'outils, machineries, mobiliers, appareils électriques, papeterie, accessoires, équipements de bureaux, sous le nom de « Cities and Towns Suppliers Limited », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7711, Curé Clermont, ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13^e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10726-61)

**DeGrasse Shopping Center Inc.
Centre d'Achat DeGrasse Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13 février 1961, constituant en corporation: Saul Morris notaire, Isidore Buller et Max M. Teitelbaum, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à posséder et exploiter un centre d'achat, sous le nom de « DeGrasse Shopping Center Inc. — Centre d'Achat DeGrasse Inc. », avec un capital total de \$151,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 150 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 11097-61)

Domaine Mathilde Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

To carry on the business of contractors in landscaping, paving and construction of all kinds, under the name of "Cie de Terrassement du Nord Inc. — Northern Landscaping Co. Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 8,500 class "A" preferred shares of \$10 each and 500 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2510 Labelle Boulevard, Chomedey, judicial district of Montreal.

Date at the office of the Attorney General, this 10th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11129-61)

Cities and Towns Suppliers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of March, 1961, incorporating: François Wilhelmy, advocate, J.-Rosaire Robitaille, insurance agent, both of the town of Anjou, and Annette Daveluy, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of tools, machinery, furniture, electrical appliances, stationery, accessories, office equipment, under the name of "Cities and Towns Suppliers Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7711, Curé Clermont, town of Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10726-61)

**DeGrasse Shopping Center Inc.
Centre d'Achat DeGrasse Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Saul Morris, notary, Isidore Buller and Max M. Teitelbaum, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owning and operating a shopping center, under the name of "DeGrasse Shopping Center Inc. — Centre d'Achat DeGrasse Inc.", with a total capital stock of \$151,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 150 preferred shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11097-61)

Domaine Mathilde Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1961, constituant en corporation: Renée Flibotte, secrétaire, de St-Joseph-sur-Yamaska, Gilles Giard, notaire, et Eugène Tousignant, avocat, ces deux derniers de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'exploitation d'immeubles, sous le nom de « Domaine Mathilde Inc. », avec un capital total de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-0 P. FRENETTE.

(P.G. 11257-61)

Dorval Taxpayers Association
L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard-André DeGagné, Louis-Marier Vernier et J. A. Aimé Lizée, tous hommes d'affaires, de Dorval, pour les objets suivants:

Favoriser, fomenter et seconder directement ou indirectement les intérêts sociaux, civiques, politiques et culturels des membres de la corporation et des résidents de la cité de Dorval, sous le nom de « Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10733-61)

Dundee Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation: Morton Bell, William I. Miller, Arthur I. Bronstein, avocats, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de « Dundee Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10735-61)

Ferme Avicole Victoria Ltée
Victoria Poultry Farm Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

province of Quebec, bearing date the 2nd day of March, 1961, incorporating: René Flibotte, secretary, of St-Joseph-sur-Yamaska, Gilles Giard, notary, and Eugène Tousignant, advocate, the latter two of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To operate and deal in immovables, under the name of "Domaine Mathilde Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11257-61)

Dorval Taxpayers Association
L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard-André DeGagné, Louis-Marier Vernier, and J. A. Aimé Lizée, all businessmen, of Dorval, for the following purposes:

To promote, advance and further directly or indirectly the social, civic, political and cultural interests of the members of the corporation and of the residents of the city of Dorval, under the name of "Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452-0 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10733-61)

Dundee Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Morton Bell, William I. Miller, Arthur I. Bronstein, advocates, and Anne Brown, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Dundee Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-0 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10735-61)

Ferme Avicole Victoria Ltée
Victoria Poultry Farm Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, Charlotte Loiseau, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Henriette Pelletier, copiste, célibataire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fermiers, agriculteurs, cultivateurs et éleveurs, sous le nom de « Ferme Avicole Victoria Ltée — Victoria Poultry Farm Ltd. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 136, rue St-Paul, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(P.G. 11113-61)

Gianoulis Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3 mars 1960, constituant en corporation: Nick Gianoulis, marchand, Nick Panitsas, commis, et Béatrice Demetre, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Gianoulis Bros. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6935 De L'Épée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10139-61)

Goldenberg Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1961, constituant en corporation: Ulric Goldenberg, mécanicien et entrepreneur, Gabriel Bernard, notaire, tous deux de Murdochville, et Lucien Boulet, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Goldenberg Realities Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10836-61)

Handyman Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, Charlotte Loiseau, secretary, spinster, both of Montreal, and Henriette Pelletier, copyist, spinster, of Outremont, for the following purposes:

To do business as farmers, agriculturists, cultivators and breeders, under the name of "Ferme Avicole Victoria Ltée — Victoria Poultry Farm Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,600 preferred shares of a par value of \$100 each and 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 136 St-Paul street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11113-61)

Gianoulis Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of March, 1961, incorporating: Nick Gianoulis, merchant, Nick Panitsas, clerk, and Béatrice Demetre, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Gianoulis Bros. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 38,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 6935 De L'Épée, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10139-61)

Goldenberg Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of March, 1961, incorporating: Ulric Goldenberg, mechanic and contractor, Gabriel Bernard, notary, both of Murdochville, and Lucien Boulet, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Goldenberg Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Murdochville, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10836-61)

Handyman Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk et Cyril E. Schwisberg, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Handyman Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 2,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10881-61)

**Home Art Knitting Ltd.
Maison Artistique du Tricot Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20 février 1961, constituant en corporation: Ben Belfus, de Forest Hills, Long Island, N.Y., E.U.A., Max Tauchner, de Brooklyn, N.Y., E.U.A., tous deux manufacturiers, George Whelan, de Beaconsfield, et Morton Hyman Bessner, de Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gilets, tricotés et autres vêtements du même genre, sous le nom de « Home Art Knitting Ltd. — Maison Artistique du Tricot Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires et 900 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2052 ouest, rue Ste-Catherine Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10579-61)

Honoré Beaupré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1961, constituant en corporation: Georges-Édouard Beaupré, Jean-Paul Beaupré, entrepreneurs, et Jean-Marie Landry, marchand, tous de Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand général, sous le nom de « Honoré Beaupré Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10875-61)

Hotel Garand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk and Cyril E. Schwisberg, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Handyman Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 2,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10881-61)

**Home Art Knitting Ltd.
Maison Artistique du Tricot Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1961, incorporating: Ben Belfus, of Forest Hills, Long Island, N.Y., U.S.A., Max Tauchner, of Brooklyn, N.Y., U.S.A., both manufacturers, George Whelan, of Beaconsfield, and Morton Hyman Bessner, of Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in sweaters, knitwear and other such garments, under the name of "Home Art Knitting Ltd. — Maison Artistique du Tricot Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares and 900 preferred shares, all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2052 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10579-61)

Honoré Beaupré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of March, 1961, incorporating: Georges-Édouard Beaupré, Jean-Paul Beaupré, contractors, and Jean-Marie Landry, merchant, all of Saint-Raymond, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants, under the name of "Honoré Beaupré Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Raymond, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10875-61)

Hotel Garand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21 février 1961, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, C.R., et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un hôtel, motel, taverne, brasserie et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Hotel Garand Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10831-61)

J. B. Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16 février 1961, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, de Mont-Royal, Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, et Pierre M. Verdy, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs de vues animées et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « J. B. Films Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10833-61)

Kelwon Parking Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16 février, 1961, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, de Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir, gérer et exploiter des garages, sous le nom de « Kelwon Parking Corp. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1461 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10436-61)

Key Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfel, Q.C., and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hotel, motel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Hotel Garand Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Three Rivers.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10831-61)

J. B. Films Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Geoffroy Birtz, lawyer, of Mount Royal, Gabrielle Lahaie, secretary, spinster of the full age of majority, and Pierre M. Verdy, lawyer, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "J. B. Films Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10833-61)

Kelwon Parking Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Bernard Gardner, advocate, of Rosemère, Gabriel Glazer, advocate, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To acquire, maintain, manage and operate garages, under the name of "Kelwon Parking Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1461 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10436-61)

Key Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day

du 13 mars 1961, constituant en corporation: Gordon Leonard McGilton, avocat, John D. Hay, ingénieur professionnel, Robert E. Hay, géologue, Gordon H. Gilmore, chimiste, Dian McNaughton et Beverley D. White, gardes-malades diplômées, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie générale, sous le nom de « Key Enterprises Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3866 rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10750-61)

Largo Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14 février 1961, constituant en corporation: Alan B. Gold, conseil en loi de la Reine, de Côte-St-Luc, Murray Lapin, de Westmount, et Harold Dermer, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Largo Holdings Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10745-61)

L'Association des Propriétaires de Taxis de Giffard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Herménégilde Tremblay, Simon Sanfaçon et Raymond Racine, tous chauffeurs de taxis, de Giffard, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des propriétaires de taxis de la cité de Giffard, sous le nom de « L'Association des Propriétaires de Taxis de Giffard Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera 2494, rue de l'Orphelinat, Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 14e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10873-61)

Le Courrier de Limoilou Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of March, 1961, incorporating: Gordon Leonard McGilton, advocate, John D. Hay, professional engineer, Robert E. Hay, geologist, Gordon H. Gilmore, chemist, Dian McNaughton and Beverley D. White, registered nurses, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry, under the name of "Key Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,700 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3866 Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10750-61)

Largo Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, incorporating: Alan B. Gold, Queen's Counsel, of Côte-St-Luc, Murray Lapin, of Westmount, and Harold Dermer, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Largo Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10745-61)

L'Association des Propriétaires de Taxis de Giffard Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Herménégilde Tremblay, Simon Sanfaçon and Raymond Racine, all taxi drivers, of Giffard, for the following purposes:

To promote and defend the interests of taxi owners of the city of Giffard, under the name of "L'Association des Propriétaires de Taxis de Giffard Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at 2494 de l'Orphelinat St., Giffard, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10873-61)

Le Courrier de Limoilou Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1961, constituant en corporation: Lucien-G. Emond, Jean-Marc Emond, imprimeurs, et Germaine Drolet Emond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien-G. Emond, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs, typographes et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « Le Courrier de Limoilou Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1066, 3ième avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 7e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10847-61)

Les Entreprises C. J. F. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Henri Vinet, notaire, Janine Vinet et Hélène Collin, secrétaires, filles majeures, tous de Saint-Martin-de-Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Entreprises C. J. F. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1613, 6e avenue, Saint-Martin-de-Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 11002-61)

**Les Publications Choiesies Inc.
Selected Publications Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1961, constituant en corporation: Pierre Larochelle, céramiste, Marie-Jeanne Houle Larochelle, commis, épouse séparée de biens dudit Pierre Larochelle, et André Turenne, gérant, tous de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Publications Choiesies Inc.—Selected Publications Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 690, 140ème rue, Shawinigan-Sud, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of March, 1961, incorporating: Lucien-G. Emond, Jean-Marc Emond, printers, and Germaine Drolet Emond, housewife, wife separate as to property of the said Lucien-G. Emond, and duly authorized by him for these presents, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, book-binders, librarians, type-founders, typographers and in other similar trades, under the name of « Le Courrier de Limoilou Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1066 3th Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10847-61)

Les Entreprises C. J. F. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Henri Vinet, notary, Janine Vinet and Hélène Collin, secretaries, filles majeures, all of Saint-Martin-de-Laval, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of « Les Entreprises C. J. F. Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1613, 6th avenue, Saint-Martin-de-Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 11002-61)

**Les Publications Choiesies Inc.
Selected Publications Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of March, 1961, incorporating: Pierre Larochelle, ceramist, Marie-Jeanne Houle Larochelle, clerk, wife separate as to property of the said Pierre Larochelle, and André Turenne, manager, all of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders, and in other similar trades, under the name of « Les Publications Choiesies Inc.—Selected Publications Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 690 140th St., Shawinigan-South, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10715-61)

Lucien Jutras Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1961, constituant en corporation: Lucien Jutras, commerçant, Réjane Demeule Jutras, ménagère, épouse commune en biens dudit Lucien Jutras, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Duvernay, et Claudette Labelle, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Lucien Jutras Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2025, rue De LaSalle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10715-61)

Lucien Jutras Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of February, 1961, incorporating: Lucien Jutras, trader, Réjane Demeule Jutras, housewife, wife common as to property of the said Lucien Jutras, and duly authorized by him for these presents, both of Duvernay, and Claudette Labelle, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Lucien Jutras Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2025 De LaSalle St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10614-61)

Mack Electrical Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6 février 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en électricité, sous le nom de « Mack Electrical Company », avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 10614-61)

Mack Electrical Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of February, 1961, incorporating: Samuel H. Shriar, of St-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contracting, under the name of "Mack Electrical Company", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10975-61)

Major Hardware Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10 mars 1961, constituant en corporation: Barry Marks, Alexander Ehrman, Victor Ehrman, marchands, et Martin D. Bogante, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures de quincaillerie, sous le nom de « Major Hardware Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 10975-61)

Major Hardware Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of March, 1961, incorporating: Barry Marks, Alexander Ehrman, Victor Ehrman, merchants, and Martin D. Bogante, law-student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware supplies, under the name of "Major Hardware Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10722-61)

Martini Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13 février 1961, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, Rose-Marie Bourgoing, Sylvia Lister, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, Sydney Phillips, avocat, de Côte-St-Luc, et Gladys Kobalenko, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Martini Shops Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10765-61)

Maurice Lagacé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation: Maurice Lagacé, entrepreneur, Raymonde St-Pierre Lagacé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Lagacé, tous deux de Hauterive, et Robert Larivée, contremaître en construction, de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Maurice Lagacé Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune et en 6,000 actions communes de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10736-61)

Miss Wellington Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13 février 1961, constituant en corporation: Georges Bey, Michael Awada, avocats, et Peter Milner, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de « Miss Wellington Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(A.G. 10722-61)

Martini Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Norman Genser, attorney, Rose-Marie Bourgoing, Sylvia Lister, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, Sydney Phillips, attorney, of Côte-St-Luc, and Gladys Kobalenko, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Martini Shops Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10765-61)

Maurice Lagacé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Maurice Lagacé, contractor, Raymonde St-Pierre Lagacé, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Lagacé, both of Hauterive, and Robert Larivée, construction foreman, of Baie-Comeau, for the following purposes:

To do business as general building contractors, under the name of "Maurice Lagacé Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 preferred shares of \$1 each and 6,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10736-61)

Miss Wellington Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: George Bey, Michael Awada, advocates, and Peter Milner, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Miss Wellington Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10944-61)

Montreal Land Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2 mars 1961, constituant en corporation: James Evelyn Mitchell, John Fitzwilliam Stairs et Patrick Emmet Kierans, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Montreal Land Securities Limited », avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mars, 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10837-61)

Montreal Property Management Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16 février 1961, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, de Côte-St-Luc, Herman Moscovitch et Morris Shuter, comptables, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeubles, construction, et placements, sous le nom de « Montreal Property Management Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10862-61)

Nap. Boily Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Rosaire Boily, marchand, André Boily, technicien, Charles-E. Boily, avocat, tous trois de Montmorency, Maxime Langlois et André Villeneuve, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en plomberie, chauffage, couverture, ventilation, électricité et soudure, sous le nom de « Nap. Boily Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmorency, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10944-61)

Montreal Land Securities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of March, 1961, incorporating: James Evelyn Mitchell, John Fitzwilliam Stairs and Patrick Emmet Kierans, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Montreal Land Securities Limited", with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10837-61)

Montreal Property Management Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, of Côte-St-Luc, Herman Moscovitch and Morris Shuter, accountants, of St-Laurent, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Montreal Property Management Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 4,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10862-61)

Nap. Boily Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, incorporating: Rosaire Boily, merchant, André Boily, technician, Charles-E. Boily, advocate, all three of Montmorency, Maxime Langlois and André Villeneuve, advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in plumbing, heating, roofing, ventilation, electricity and welding, under the name of "Nap. Boily Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmorency, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11098-61)

National Tramp-O-Leap Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1961, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler et Jon Kosorwich, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matelas pour la gymnastique, accessoires de sauts, ressorts et toutes sortes d'articles et fournitures de sport, sous le nom de « National Tramp-O-Leap Sales Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4961 avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 2e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 11098-61)

National Tramp-O-Leap Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of March, 1961, incorporating: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler and Jon Kosorwich, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in trampolines, jump-units, springs and sporting goods and equipment of every kind, under the name of "National Tramp-O-Leap Sales Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4961 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10751-61)

Northview Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1961, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Daniel Kingstone, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et blanchisseurs, sous le nom de « Northview Cleaners Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 14e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 10751-61)

Northview Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, incorporating: Irving L. Adessky, Daniel Kingstone, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners and laundresses, under the name of "Northview Cleaners Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10823-61)

Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1961, constituant en corporation: Emile Colas, de Westmount, Normand Duval, de Montréal, et Marc Brière, de Dorion, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, articles de nouveauté, colifichets, ameublements, quincaillerie et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10823-61)

Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1961, incorporating: Emile Colas, of Westmount, Normand Duval, of Montreal, and Marc Brière, of Dorion, all advocates, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, trinkets, furniture, hardware and all kinds of allied specialties, under the name of "Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10568-61)

Personal Assets Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1961, constituant en corporation: Irving Adessky, Daniel Kingstone, avocats, Rhoda Cohen et Katherine Ingledew, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Personal Assets Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10707-61)

**Pine Lake Development Corp.
Corporation de Développement Pine Lake**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1961, constituant en corporation: Rudolf Puklicz, courtier-entrepreneur, Irena Puklicz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Rudolf Puklicz, et Stanisława Iwanska, ménagère, veuve de feu Maximilian Iwanska, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Pine Lake Development Corp.—Corporation de Développement Pine Lake », avec un capital total de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 10e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(P.G. 10845-61)

Playboy Apparel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1961, constituant en corporation: Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, tous deux avocats, et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires, sous le nom de « Playboy Apparel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 37,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 987 rue Côté, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 10568-61)

Personal Assets Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of March, 1961, incorporating: Irving Adessky, Daniel Kingstone, advocates, Rhoda Cohen and Katherine Ingledew, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Personal Assets Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10707-61)

**Pine Lake Development Corp.
Corporation de Développement Pine Lake**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of February, 1961, incorporating: Rudolf Puklicz, broker-contractor, Irena Puklicz, housewife, wife separate as to property of the said Rudolf Puklicz, and Stanisława Iwanska, housewife, widow of the late Maximilian Iwanska, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Pine Lake Development Corp.—Corporation de Développement Pine Lake", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10845-61)

Playboy Apparel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of February, 1961, incorporating: Alfred N. Segall, Irving I. Finkelberg, both advocates, and Marcia Shetzen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Playboy Apparel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and 37,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 987 Côté Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10791-61)

Quincaillerie St-Vincent Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1961, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, Jules Léger, notaire, et Annette Daveluy, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie St-Vincent Hardware Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Centre d'Achats, boulevard Lévesque, Saint-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10791-61)

Quincaillerie St-Vincent Hardware Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of March, 1961, incorporating: François Wilhelmy, advocate, Jules Léger, notary, and Annette Daveluy, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Quincaillerie St-Vincent Hardware Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the Shopping Center, Lévesque boulevard, Saint-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 15589-60)

Restaurant Café Casa Loma Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1960, constituant en corporation: Robert Tavaras père, professeur de chant, Robert Tavaras fils, maître-électroniste, et Mme Nelly Tavaras Boileau, artiste, épouse contractuellement séparée de biens de Gaston Boileau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Café Casa Loma Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue General McNaughton, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 15e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 15589-60)

Restaurant Café Casa Loma Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of December, 1960, incorporating: Robert Tavaras, senior, singing teacher, Robert Tavaras, junior, master electronician, and Mrs. Nelly Tavaras Boileau, artist, wife contractually separate as to property of Gaston Boileau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Restaurant Café Casa Loma Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60, General McNaughton street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10506-61)

Restaurant Tevere Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1961, constituant en corporation: Francesco Calcagni, restaurateur, de Montréal, Giovanni Calcagni, restaurateur, et Wanda Cavalli Calcagni, ménagère, épouse commune en biens dudit Giovanni Calcagni, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Tevere Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 58, rue St-Charles, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 14e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10506-61)

Restaurant Tevere Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of February, 1961, incorporating: Francesco Calcagni, restaurateur, of Montreal, Giovanni Calcagni, restaurateur, and Wanda Cavalli Calcagni, housewife, wife common as to property of the said Giovanni Calcagni, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "Restaurant Tevere Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 58 St-Charles street, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11325-61)

Sahara Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation: Paul Langevin, comptable, Jean Konar, marchand, et Gérard David, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sahara Restaurant Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 374, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(P.G. 10734-61)

Satov Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de février 1961, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler, et Jon Kosorwich, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Satov Electric Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 619, 84e rue, L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 13e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10835-61)

**Seigniory Park Beach Club Inc.
Le Club Estival du Parc Seigniory Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1961, constituant en corporation: Alan B. Gold, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte-St-Luc, Murray Lapin, de Westmount, Morris M. Weiner, Harold Dermer, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer, en général, le commerce qui consiste à procurer des distractions au public, sous le nom de « Seigniory Park Beach Club Inc.—Le Club Estival du Parc Seigniory Inc. », avec un capital total de \$126,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 12,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2070 rue St-Luc, Appartement 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(A.G. 11325-61)

Sahara Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, incorporating: Paul Langevin, accountant, Jean Konar, merchant, and Gérard David, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Sahara Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 374 Sherbrooke St., west, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10734-61)

Satov Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of February, 1961, incorporating: Harold W. Ashenmil, Julian Kotler and Jon Kosorwich, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical, plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Satov Electric Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 619, 84th Street, L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10835-61)

**Seigniory Park Beach Club Inc.
Le Club Estival du Parc Seigniory Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of February, 1961, incorporating: Alan B. Gold, advocate and Queen's Counsel, of Côte-St-Luc, Murray Lapin, of Westmount, Morris M. Weiner, Harold Dermer, both of Montreal, all three advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Seigniory Park Beach Club Inc.—Le Club Estival du Parc Seigniory Inc.", with a total capital stock of \$126,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 12,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 2070 St. Luke Street, Apartment 4, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10850-61)

Yvon Fortin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1961, constituant en corporation: Yvon Fortin, marchand, Yvette Briard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yvon Fortin, et Simone Briard, commis, tous de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Yvon Fortin Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,600 actions communes de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le 7e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10850-61)

Yvon Fortin Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of March, 1961, incorporating: Yvon Fortin, merchant, Yvette Briard, housewife, wife separate as to property of the said Yvon Fortin, and Simone Briard, clerk, all of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Yvon Fortin Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,600 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10904-61)

Avron Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de mars 1961, à la compagnie « J. & J. Dress Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 12e jour d'octobre 1948, qui changent son nom en celui de « Avron Fashions Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 10904-61)

Avron Fashions Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. & J. Dress Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of October, 1948, changing its name to that of "Avron Fashions Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10895-61)

Bisson Groceteria Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de février 1961, à la compagnie « Benoît & Bisson Groceteria Limited — Épicerie Benoît & Bisson Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 11 octobre 1956, 1° changeant son nom en celui de « Bisson Groceteria Inc. »; 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de \$200,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10895-61)

Bisson Groceteria Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 16th day of February, 1961, to the company "Benoît & Bisson Groceteria Limited — Épicerie Benoît & Bisson Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 11, 1956, 1. changing its name to "Bisson Groceteria Inc."; 2. increasing its capital stock from \$100,000 to \$200,000, the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each, so that, henceforth, the authorized share capital of said company will be \$200,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10407-61)

C. J. Brown & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 10407-61)

C. J. Brown & Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 février 1961, à la compagnie « C. J. Brown & Company Limited », 1° redésignant ses 700 actions de \$100 chacune en 700 actions de \$100 chacune; 2° augmentant son capital, le capital actions additionnelle étant divisé en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera désormais de \$145,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$100 chacune et 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 15822-60)

Elmichael Real Estate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 décembre 1960, à la compagnie « Elmichael Real Estate Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait aux préférences, droits, privilèges, priorités, limitations, conditions et dispositions attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 15555-60)

Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de décembre 1960, à la compagnie « Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc. », qui subdivisant et convertissent 1,250 de ses 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune en 2,500 actions privilégiées catégorie « A », de \$5 chacune, de sorte qu'à l'avenir le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de \$75,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune, 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées, catégorie « A », de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 19e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 10095-61)

J. E. Hockenhull & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de mars 1961, à la compagnie « J. E. Hockenhull Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 5 janvier 1961, changeant son nom en celui de « J. E. Hockenhull & Co. Ltd. ».

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-0 P. FRENETTE.

letters patent, bearing date the 14th day of February, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "C. J. Brown & Company Limited", 1. redesignating its 700 shares of \$100 each as 700 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of \$10 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of \$145,000, divided into 700 common shares of \$100 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of February, 1961.

P. FRENETTE,
57452-0 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 15822-60)

Elmichael Real Estate Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Elmichael Real Estate Ltd.", modifying the provisions of its letters patent with respect to the preferences, rights, privileges, priorities, limitations, conditions and provisions attaching to its preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452-0 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 15555-60)

Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.", subdividing and converting 1,250 of its 1,500 common shares of \$10 each into 2,500 class "A" preferred shares of \$5 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of \$75,000, divided into 250 common shares of \$10 each, 6,000 preferred shares of \$10 each and 2,500 class "A" preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57472-0 Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 10095-61)

J. E. Hockenhull & Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 8th day of March, 1961, to the company "J. E. Hockenhull Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January, 5, 1961, changing its name to "J. E. Hockenhull & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11121-61)

Laucor Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de mars 1961, à la compagnie « Provost Construction Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 20e jour de septembre 1954, qui changent son nom en celui de « Laucor Construction Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le 3e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 11121-61)

Laucor Construction Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Provost Construction Limitée", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 20th day of September, 1954, changing its name to that of "Laucor Construction Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10365-61)

Les Patios du Berger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de janvier 1961, à la compagnie « Les Patios du Berger Inc. », augmentant son capital de \$180,500 à \$290,500, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions communes de \$100 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de \$290,500, divisé en 2,905 actions communes de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452-o

P. FRENETTE.

(A.G. 10365-61)

Les Patios du Berger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of January, 1961, to the company "Les Patios du Berger Inc.", increasing its capital stock from \$180,500 to \$290,500, the additional share capital being divided into 1,100 common shares of \$100 each, so that, henceforth, the authorized share capital of said company will be \$290,500, divided into 2,905 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1961.

P. FRENETTE,

57452

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 15628-60)

Montreal Die Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1960, à la compagnie « Montreal Die Works Limited », 1° augmentant son capital de \$101,000 à \$102,000, le capital actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, de \$1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera désormais de \$102,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, de \$1 chacune; 2° diminuant le nombre des directeurs de ladite compagnie de 5 à 4; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait au nombre des directeurs ci-haut mentionné.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57452

P. FRENETTE.

(A.G. 15628-60)

Montreal Die Works Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Die Works Limited", 1. increasing its capital from \$101,000 to \$102,000, the additional capital stock being divided into 1,000 second preferred shares of \$1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of \$102,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 1,000 preferred shares of \$100 each and 1,000 second preferred shares of \$1 each; 2. reducing the number of directors of the said company from 5 to 4; 3. modifying the provisions of its letters patent with regard to the above-mentioned number of directors.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,

57452-o

Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 15871-60)

R. L. Polk & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de janvier 1961, à la compagnie « R. L. Polk & Co. Ltd. », qui augmente son capital de \$20,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune, de sorte

(A.G. 15871-60)

R. L. Polk & Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of January, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "R. L. Polk & Co. Ltd.", increasing its capital from \$20,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 800 preferred shares of \$100 each, so that the authorized capital stock of the

qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de janvier 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 15811-60)

Ronel Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 décembre 1960, à la compagnie « Ronel Realities Inc. », 1° redésignant ses 450 actions privilégiées de \$100 chacune en 450 actions privilégiées de catégorie « A » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$50,000 à \$55,000, le capital actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de catégorie « B » de \$10 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera désormais de \$55,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune, 450 actions privilégiées de catégorie « A » de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de catégorie « B » de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 15682-60)

Roseview Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1960, à la compagnie « Roseview Development Corporation », qui augmente son capital de \$200,000 à \$350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune, de sorte qu'à l'avenir le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de \$350,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(P.G. 15806-60)

Standard Enterprises Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de décembre 1960, à la compagnie « Standard Enterprises Corporation », qui augmentent son capital de \$50,000 à \$51,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées, catégorie « B », de \$1 chacune, de sorte qu'à l'avenir, le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera dorénavant de \$51,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie « B » de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

said company shall henceforth consist of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of January, 1961.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 15811-60)

Ronel Realities Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ronel Realities Inc.", 1. redesignating its 450 preferred shares of \$100 each as 450 class "A" preferred shares of \$100 each; 2. increasing its capital from \$50,000 to \$55,000, the additional capital stock being divided into 500 class "B" preferred shares of \$10 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of \$55,000, divided into 50 common shares of \$100 each, 450 class "A" preferred shares of \$100 each and 500 class "B" preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 15682-60)

Roseview Development Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Roseview Development Corporation", increasing its capital from \$200,000 to \$350,000, the additional capital stock being divided into 1,500 common shares of \$100 each so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth be \$350,000, divided into 3,500 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(A.G. 15806-60)

Standard Enterprises Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Standard Enterprises Corporation", increasing its capital from \$50,000 to \$51,000, the additional capital stock being divided into 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth be \$51,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, 2,500 preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 15804-60)

Sunset Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1960, à la compagnie « Sunset Investment Corp. », 1° consolidant ses 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 500 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° diminuant son capital de \$200,000 à \$50,000, le capital actions annulé étant divisé en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune; 3° augmentant son capital ainsi diminué de \$50,000 à \$75,000, le capital actions additionnel étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune, de sorte que le capital actions autorisé de ladite compagnie sera désormais de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452 P. FRENETTE.

(A.G. 15804-60)

Sunset Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sunset Investment Corp.", 1. consolidating its 50,000 common shares of \$1 each into 500 common shares of \$100 each; 2. reducing its capital from \$200,000 to \$50,000, the capital stock annulled being divided into 1,500 preferred shares of \$100 each; 3. increasing its capital thus reduced from \$50,000 to \$75,000, the additional capital stock being divided into 25,000 preferred shares of \$1 each, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10105-61)

United Auto Parts (Dorion) Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1960, à la compagnie « United Auto Parts (Dorion) Ltd », 1° réduisant son capital de \$45,000 à \$5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° refondant ses 5,000 actions communes de \$1 chacune en 500 actions communes de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$5,000 à \$40,500, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de \$40,500, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 29e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(A.G. 10105-61)

United Auto Parts (Dorion) Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 29th day of December, 1960, to the company "United Auto Parts (Dorion) Ltd", 1. reducing its capital stock from \$45,000 to \$5,000, the cancelled share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each; 2. changing its 5,000 common shares of \$1 each into 500 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock from \$5,000 to \$40,500, the additional share capital being divided into 500 preferred class "A" shares of \$1 each and 3,500 preferred class "B" shares of \$10 each, to that, henceforth, the authorized share capital of said company will be \$40,500, divided into 500 common shares of \$10 each, 500 preferred class "A" shares of \$1 each and 3,500 preferred class "B" shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 10106-61)

United Auto Parts (St-Georges) Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1960, à la compagnie « United Auto Parts (St-Georges) Ltd », 1° refondant ses 5,000 actions communes de \$1 chacune en 500 actions communes de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$40,500, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées 1960 de \$1 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de \$40,500, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune, 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées 1960 de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de décembre 1960.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57452-o P. FRENETTE.

(A.G. 10106-61)

United Auto Parts (St-Georges) Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 29th day of December, 1960, to the company "United Auto Parts (St-Georges) Ltd", 1. changing its 5,000 common shares of \$1 each into 500 common shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$40,000 to \$40,500, the additional share capital being divided into 500 preferred 1960 shares of \$1 each, so that, henceforth, the authorized share capital of said company will be \$40,500, divided into 500 common shares of \$10 each, 3,500 preferred shares of \$10 each and 500 preferred 1960 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of December, 1960.

P. FRENETTE,
57452 Assistant Deputy Attorney General.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of amendment

Industrie de l'ascenseur — Province

Elevator Industry — Province

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification à l'arrêté en conseil numéro 643 (B) du 26 juin 1957 et amendements, concernant tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province;

Les taux de salaires pour les régions de Hull et Québec, apparaissant à l'amendement numéro 3 dudit arrêté seront remplacés par les suivants:

Taux horaires minima

« Région de Hull: Mécanicien Aide
comprenant toute la partie ouest de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites ouest de la ville de Hawkesbury \$2.73 \$1.91

Région de Québec:

comprenant toute la partie est de la province de Québec, à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec 2.63 1.84»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-council peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-council entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961.

57453-o

Avis de modification

Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames
Région de Québec

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Québec, savoir:

Aux fins d'assujettir le district électoral de Bellechasse, le mot « Bellechasse » sera ajouté avant le mot « Montmagny », dans le paragraphe 3^e de l'article 101.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues.

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to Order in Council number 643 (B) of June 26, 1957 and amendments, concerning to all the decrees governing the construction industry and trades in the province.

The rates of wages for the regions of Hull and Québec, as mentioned in amendment number 3 of the said Order will be replaced by the following:

Minimum hourly rates

“Hull region: Mechanical Helper
including all the Western section of the Province of Quebec from a line running due north and south of the western limits of the town of Wawkesbury \$2.73 \$1.91

Quebec region:

including all the Eastern section of the Province of Quebec from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the city of Québec. 2.63 1.84”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 6, 1961.

57453-o

Notice of amendment

Men's and ladies's hairdressing trades
region of Quebec

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, that he intends to submit to the consideration of decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 44 of January 14, 1954 and amendments, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the district of Québec, to wit:

For the purpose of regulating the electoral district of Bellechasse, the word “Bellechasse” will be added before the word “Montmagny”, in paragraph 3 of article 101.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained the-

Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements, L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961.

57453-o

Avis de modification

*Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Région de Victoriaville*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse des villes de Victoriaville, d'Arthabaska, de Plessisville et Princeville et du village de Warwick, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Taux de salaire: Zones I et II: a)* Le salaire minimum pour le temps régulier des barbiers et coiffeurs pour hommes détenant un certificat de qualification, est de trente-deux (\$32.00) dollars par semaine.

b) Le salaire minimum pour le temps régulier des coiffeurs et coiffeuses pour dames détenant un certificat de qualifications, est de trente-deux (\$32.00) dollars par semaine.

c) Un employé barbier, coiffeur ou coiffeuse embauché de façon temporaire ou comme remplaçant, a droit à un salaire de huit (\$8.00) dollars par jour.

d) *Commission:* L'employé régulier, temporaire ou remplaçant et l'apprenti ont droit à une commission de 50% des recettes de leur travail dépassant de plus de dix (\$10.00) dollars le salaire qu'ils reçoivent, même si tel salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret. »

2° Le paragraphe « j » de l'article VI sera remplacé par le suivant:

« j) *Salaire des apprentis:* Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	<i>Zones I et II</i>
<i>Apprentis barbiers, coiffeurs et coiffeuses:</i>	
Premier semestre.....	\$10.00
Deuxième semestre.....	12.50
Troisième semestre.....	15.00
Quatrième semestre.....	17.50
Cinquième semestre.....	20.00
Sixième semestre.....	25.00
<i>Apprentie manucure esthéticienne:</i>	
Premier semestre.....	12.00
Deuxième semestre.....	18.00
Après un an.....	32.00"

3° L'article VII sera remplacé par le suivant:

« VII. *Vacances payées:* L'employeur doit accorder une semaine de vacances payées au salarié qui est à son emploi depuis un an ou plus. S'il cesse d'être à son emploi après plus d'un an il a droit, en plus de la rémunération de vacances,

rein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961.

57453-o

Notice of amendment

*Barbering and hairdressing trades
Region of Victoriaville*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, relating to the barbering and hairdressing trades in the town of Victoriaville, Arthabaska, Plessisville and Princeville and the village of Warwick, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Article III will be replaced by the following:

« III. *Wage rates: Zones I and II: a)* The minimum wages of certificated barbers and men's hairdressers shall be thirty-two dollars (\$32.00) per week.

b) The minimum wages of certified ladies' hairdressers shall be thirty-two dollars (\$32.00) per week.

c) Barber and hairdresser employees hired temporarily or as substitutes shall be entitled to a remuneration of eight dollars (\$8.00) per day.

d) *Commission:* Regular and temporary employees, substitutes and apprentices are entitled to a 50% commission on the receipts of their work exceeding by more than ten dollars (\$10.00) the wages which they receive even if such wages are higher than the minimum rate of the decree. »

2. Paragraph « j » of article VI will be replaced by the following:

« j) *Wages of apprentices:* The minimum weekly wages of apprentices shall be as follows:

	<i>Zones I and II</i>
<i>Apprentice barber and hairdresser:</i>	
First six months.....	\$10.00
Second six months.....	12.50
Third six months.....	15.00
Fourth six months.....	17.50
Fifth six months.....	20.00
Sixth six months.....	25.00
<i>Apprentice manicure aesthetician:</i>	
First six months.....	12.00
Second six months.....	18.00
After one year.....	32.00"

3. Article VII will be replaced by the following:

« VII. *Vacation with pay:* Employers shall grant one week of vacation with pay to employees who have been in their employ for one year or more. Should an employee cease to work for his employer after more than one year of service

à un-douzième de cette dernière par mois fait en plus d'un an.

La rémunération payable pour ces vacances doit être la moyenne des salaires hebdomadaires payés durant les trois mois précédant la période desdites vacances.

La rémunération de vacances doit être versée au salarié avant le début des vacances.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961.

57453-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Coiffeurs de Québec, établi en exécution du décret numéro 44, du 14 janvier 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1030 du 21 avril 1961, section « E », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1961 au 1er mai 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 44, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

for such employer, he is entitled to the regular vacation pay and to one twelfth of the said vacation pay for each month worked in excess of the year of service.

The remuneration payable for the vacation shall be equal to the average weekly wages paid in the three months preceding the vacation period.

Vacation pay shall be remitted to the employee before the vacation.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961.

57453-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Hairdressers of Québec, formed under decree number 44 of January 14, 1954, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1030 of April 21, 1961, section "E", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1961, to May 1, 1962; it shall be applied as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular payroll, and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based on an average weekly remuneration of \$80.00. Every employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree number 44 is also considered, for the purposes of this regulation, as an artisan.

c) Employees governed by the said decree, number 44 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their commissions, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, dans le délai ci-dessus mentionné, par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Coiffeurs de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 1er mai 1962.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Siège social: 108, 13^{ième} Rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 1er mai 1962.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 9,500.00
Artisans	15,600.00
Salariés	9,500.00
Carnet d'apprentissage	200.00
Pénalités et divers, intérêt-boni	200.00
	\$35,000.00

Déboursés:	
Salaires:	
Employés de bureau	\$12,800.00
Inspecteurs	10,200.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	2,928.00
Administration	900.00
Loyer du bureau	972.00
Frais judiciaires et professionnels ..	1,100.00
Papeterie, impression et publicité ..	1,100.00
Timbres, téléphone et assurance-chô-	
mage	1,000.00
Ameublement de bureau et accessoires	800.00
Assurance et frais de cautionnement	300.00
Frais de déplacement des membres et	
du président	800.00

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report of the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The report shall be forwarded with the assessments of professional employers and of employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Artisans shall also forward every month to the Parity Committee, on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable, the levies owed to the Parity Committee.

The levy enacted by the present by-law is payable every month within the period, above mentioned by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Quebec, for the period between May 1, 1961, and May 1, 1962.

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUEBEC

Head Office: 108, 13th Street, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1961, and May 1, 1962.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 9,500.00
Artisans	15,600.00
Employees	9,500.00
Apprentice booklets	200.00
Penalties, interest and miscella-	
neous	200.00
	\$35,000.00

Disbursements:	
Salaries:	
Office employees	\$12,800.00
Inspectors	10,200.00
Travelling expenses:	
Inspectors	2,928.00
Administration	900.00
Office rent	972.00
Legal and professional fees	1,100.00
Stationery, printing and publicity ..	1,100.00
Postage, telephone and unemploy-	
ment insurance	1,000.00
Furniture and office equipment	800.00
Insurance and fidelity bond	300.00
Travelling expenses of chairman and	
members	800.00

Jetons de présence aux membres du Comité.....	\$ 800.00
Souscriptions et abonnements.....	700.00
Bureau d'examineurs.....	300.00
Dépréciation.....	100.00
Divers et imprévus.....	200.00
	\$35,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961. 57453-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 909 du 25 août 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1030 du 21 avril 1961, section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1961 au 30 avril 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés de l'industrie de la construction régis par ledit décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par ledit décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire des ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire. Ledit Comité a le pouvoir d'exiger l'assurément dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur

Meeting expenses of committee members.....	\$ 800.00
Subscriptions.....	700.00
Board of examiners.....	300.00
Depreciation.....	100.00
Various and unforeseen expenses.....	200.00
	\$35,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961. 57453-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of Saint-Hyacinthe, formed under decree No. 909, of August 25, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1030 of April 21, 1961, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1961 to April 30, 1962; it is laid as follows:

a) The professional employers of the construction industry governed by the decree number 909, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards their employees governed by the said decree.

b) The employees of the construction industry governed by the decree number 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the decree number 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman of their trade.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional

professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE SAINT-HYACINTHE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1961 et le 30 avril 1962.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$12,000.00
Salariés	12,000.00
Artisans	3,000.00
Honoraires d'examens	1,000.00
Intérêt, pénalités et divers	1,500.00
	\$29,500.00

Déboursés:

Administration et bureau, salaires et frais de déplacement des inspecteurs	\$22,395.00
Jetons de présence	800.00
Frais de déplacement des membres ..	680.00
Bureau des examinateurs	1,300.00
Timbre, papeterie, téléphone, assurances, etc.	1,300.00
Frais judiciaires et professionnels ..	400.00
Contributions diverses	200.00
Vérification des livres	200.00
Cours de métiers	2,000.00
Divers et imprévus	225.00
	\$29,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961. 57453-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Vendeurs Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 488, du 2 mai 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1030 du 21 avril 1961, section « C », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions et le taux ci-après donnés.

employer, the artisan and the employee without notice.

Five (5) days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give the necessary information to the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe for the period between May 1, 1961, and April 30, 1962.

THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between May 1, 1961 and April 30, 1962.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$12,000.00
Employees	12,000.00
Artisans	3,000.00
Examination fees	1,000.00
Penalties, interest and miscellaneous ..	1,500.00
	\$29,500.00

Disbursements:

Administration and office, salaries and travelling expenses of inspectors	\$22,395.00
Attendance fees	800.00
Travelling expenses of members	680.00
Board of examiners	1,300.00
Postage, stationery, telephone, insurance, etc.	1,300.00
Legal and professional fees	400.00
Various subscriptions	200.00
Audition of books	200.00
Trade courses	2,000.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	225.00
	\$29,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961. 57453-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that Le Comité paritaire des Vendeurs Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, formed under decree number 488 of May 2, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1030 of April 21, 1961, Section "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following conditions and rate:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 12 mai 1961 au 12 mai 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% d'une rémunération moyenne de \$40.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 488 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par le Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus de l'employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Vendeurs Détaillants de Gazoline de la région de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 12 mai 1961 et le 12 mai 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES VENDEURS
DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION
DE CHICOUTIMI

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 12 mai 1961 et le 12 mai 1962.

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 12, 1961 to May 12, 1962. It shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees regulated by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of an average remuneration of \$40.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 488 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. *Financial report*

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité Paritaire des Vendeurs Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi for the period between May 12, 1961 and May 12, 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES VENDEURS
DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION
DE CHICOUTIMI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 12, 1961 to May 12, 1962.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 900.00
Salariés	900.00
	\$1,800.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire	\$ 600.00
Salaire de l'inspecteur	100.00
Salaire: administration	50.00
Frais légaux	350.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégramme	150.00
Vérification des livres	50.00
Assurances et frais de cautionnement	15.00
Dépenses diverses et imprévues	485.00
	\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961. 57453-o

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 900.00
Employees	900.00
	\$1,800.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary	\$ 600.00
Inspector's salary	100.00
Salary — administration	50.00
Legal fees	350.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	150.00
Audition	50.00
Insurance and fidelity bond	15.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	485.00
	\$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961. 57453-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), le Comité paritaire des Épiceries et Bouchers de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1336 du 18 avril 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1030 du 21 avril 1961, section « D », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 27 avril 1961 au 27 avril 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste de paye des salariés assujettis audit décret.

b) Les épiceries et bouchers travaillant seuls (artisans) régis par le décret numéro 1336 et amendements sont tenus de verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés assujettis au décret numéro 1336 et amendements sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement lui-même audit Comité, en même temps que sa propre cotisation.

Sur un refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les rensei-

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), Le Comité paritaire des Épiceries et Bouchers de Joliette, established under decree number 1336 of April 18, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1030 of April 21, 1961, Section « D », to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following conditions and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from April 27, 1961 to April 27, 1962; it shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the payroll for their employees governed by the said decree.

b) The grocers and butchers working alone (artisans), governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their receipts, based on the amount of \$25.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 1336, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allowances.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans, shall forward their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the remuneration of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee and forward same himself, every month, to the said committee together with his own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information,

gnements nécessaire, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette, pour la période comprise entre le 27 avril 1961 et le 27 avril 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 27 avril 1961 et le 27 avril 1962.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$1,450.00
Salariés.....	1,450.00
Artisans.....	300.00
	\$3,200.00

Déboursés:

Salaire:	
Secrétaire-inspecteur.....	\$1,040.00
Inspecteur adjoint (Joliette).....	480.00
Inspecteur adjoint (L'Assomption).....	360.00
Jetons de présence aux assemblées.....	480.00
Loyer de bureau.....	100.00
Frais de vérification.....	50.00
Papeterie, téléphone, timbres.....	75.00
Frais de représentation.....	100.00
Frais judiciaires.....	100.00
Bureau des examinateurs.....	300.00
Divers.....	115.00
	\$3,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 mai 1961. 57453-0

he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité Paritaire des Épicier et Bouchers de Joliette", for the period between April 27, 1961 and April 27, 1962.

LE COMITÉ PARITAIRE DES ÉPICIERS ET BOUCHERS DE JOLIETTE

Estimate of receipts and disbursements for the period between April 27, 1961 and April 27, 1962.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$1,450.00
Employees.....	1,450.00
Artisans.....	300.00
	\$3,200.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary-inspector.....	\$1,040.00
Assistant-inspector (Joliette).....	480.00
Assistant-inspector (L'Assomption).....	360.00
Members attendance fees.....	480.00
Office rent.....	100.00
Audition.....	50.00
Stationary, telephone, postage.....	75.00
Representative expenses.....	100.00
Legal fees.....	100.00
Board of Examiners.....	300.00
Miscellaneous.....	115.00
	\$3,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 6, 1961. 57453-0

Avis divers

(P.G. 15831-60)

Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited

(auparavant Mechanical Dry Wall
(Montreal) Limited)

Règlement « E »

« Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il a été résolu que, ce qui suit, soit décrété comme étant le règlement « E » de la compagnie:

1° Que le nombre des membres du Conseil d'administration de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de six à cinq.

2° Que le règlement général 3 de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé pour se conformer au précédent. »

Je certifie, par les présentes, que le précédent est une copie authentique et exacte du règlement

Miscellaneous Notices

(A.G. 15831-60)

Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited

(formerly Mechanical Dry Wall
(Montreal) Limited)

By-law "E"

"Upon motion duly made, seconded and carried unanimously, it was resolved that the following be enacted as by-law "E" of the company:

1. The number of the board of directors of the company be and it is hereby decreased from six to five.

2. The general by-law 3 of the company be and it is hereby amended to accord with the foregoing."

I hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of by-law "E" duly passed

« E » dûment passé à une assemblée des directeurs de « Mechanical Dry Wall (Montreal) Limited », tenue le 28^e jour de novembre 1960, et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 28^e jour de novembre 1960, et sanctionné par au moins les deux tiers des votes reçus.

Le Président du Conseil d'administration,
57457 M. D. MUTTART.

**Syndicat des Vendeurs
de General Bakeries Ltd**

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 14 avril 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Syndicat des Vendeurs de General Bakeries Ltd ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57458-o RAYMOND DOUVILLE.

**United Auto Parts
(Drummondville) Limited**

Distribution de l'actif

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du règlement spécial « A » de « United Auto Parts (Drummondville) Limited » dûment édicté et promulgué par les directeurs de la compagnie, la compagnie a été autorisée, subordonnement aux dispositions dudit règlement et aux exigences du paragraphe 90 de la Loi des compagnies de Québec, à abandonner ses biens et à diviser son actif proportionnellement entre ses actionnaires.

Daté à Montréal, ce 12^e jour d'avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
57459-o YVAN BEAUSÉJOUR.

(P.G. 11257-61)
**Dorval Taxpayers Association
L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval**

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'adoptés par les membres, le 13 mars 1961, concernant une augmentation des membres de son Conseil d'administration, de trois à neuf:

« V.— Conseil d'administration — Les affaires de l'association seront administrées par un Conseil d'administration composé de neuf (9) membres. »

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
57460 LOUIS-MARIE VERNIER.

(P.G. 11257-61)
**L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval
Dorval Taxpayers Association**

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 25 avril 1961, approuvé les règlements généraux numérotés de I à XI inclusivement de « Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la Province, ce 25^e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57461 RAYMOND DOUVILLE.

at a meeting of the directors of "Mechanical Dry Wall (Montreal) Limited", held on the 28th day of November, 1960 and confirmed at a special general meeting of the shareholders, held on the 28th day of November, 1960, and sanctioned by at least two thirds of the votes cast.

M. D. MUTTART,
57457-o Chairman of board of directors.

**Syndicat des Vendeurs
de General Bakeries Ltd**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 14, 1961, authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Syndicat des Vendeurs de General Bakeries Ltd".

The head office of the above mentioned professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57458 Assistant Secretary of the Province.

**United Auto Parts
(Drummondville) Limited**

Distribution of assets

Notice is hereby given that under the special by-law "A" of "United Auto Parts (Drummondville) Limited" duly decreed and promulgated by the directors of the company, the company has been authorized, in accordance with the provisions of said by-law and with the requirements of paragraph 90 of the Quebec Companies Act, to surrender its property and to divide its assets proportionally among the shareholders.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1961.

YVAN BEAUSÉJOUR,
57459-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 11257-61)
**L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval
Dorval Taxpayers Association**

Extract of the General By-laws of the above-named corporation, as adopted by the members on March 13, 1961, concerning an increase in the directorate thereof from three to nine:

"V.— Board of Directors — The affairs of the Association shall be managed by a Board of Directors consisting of nine (9) members . . ."

Certified true copy.

LOUIS-MARIE VERNIER,
57460-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 11257-61)
**Dorval Taxpayers Association
L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval**

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the General By-laws numbered I to XI inclusive of "Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval" were approved on April 25, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57461-o Assistant Secretary of the Province.

Association des Bouchers du Marché Centre

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 17 avril 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Association des Bouchers du Marché Centre ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57467-o **RAYMOND DOUVILLE.**

(P.G. 12849-53)

The Bluestone Co.

Règlement augmentant le nombre des directeurs de trois à sept.

« Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté à sept (7). »

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de « The Bluestone Co. », le 2e jour de février 1961, dûment sanctionné, confirmé et ratifié par les actionnaires de « The Bluestone Co. », à une assemblée tenue le 2e jour de février 1961.

Le Secrétaire,
57468 **HAROLD L. GLASSER.**

(P.G. 14849-60)

Le Club de Golf du Lac Beauport Inc.

Extrait du règlement No 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à l'assemblée générale annuelle des membres, tenue le 6 décembre 1960, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de onze à treize:

« 17° Le bureau de direction — Nombre. — Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de treize (13) membres. »

Le Secrétaire,
57469-o **LÉO NORMAND.**

(P.G. 11601-55)

J. L. Lévesque Inc.**Règlement No 22**

Le nombre des directeurs de la compagnie « J. L. Lévesque Inc. » est changé de trois (3) qu'il était auparavant à celui de cinq (5) et le règlement No 9 de la compagnie est modifié en conséquence.

Certifié vraie copie du règlement adopté par les directeurs le 13 avril 1961 et approuvé par les actionnaires le même jour.

Le Secrétaire,
57470-o **PIERRE MERCIER.**

(P.G. 15084-60)

Placements Nolin Inc.**Règlement No 4**

« Règlement augmentant le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme règlement No 4 de « Placements Nolin Inc. » (ci-après appelée « la Compagnie ») ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie « Placements Nolin Inc. », est par les présentes augmenté de trois (3) à cinq (5), et aux assemblées du bureau de direction le quorum est augmenté de deux (2) à trois (3) directeurs.

Association des Bouchers du Marché Centre

Notice is given that the Provincial Secretary has, on April 17, 1961, authorized the incorporation of a professional syndicate under the name of "Association des Bouchers du Marché Centre".

The head office of the above mentioned professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 20, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57467 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12849-53)

The Bluestone Co.

By-law increasing the number of directors from three to seven.

"That the number of the directors of the company be increased to seven (7)."

Certified true copy of by-law enacted by the directors of "The Bluestone Co.", on the 2nd day of February, 1961, duly sanctioned, confirmed and ratified by the shareholders of "The Bluestone Co.", at a meeting held on the 2nd day of February, 1961.

HAROLD L. GLASSER,
57468-o *Secretary.*

(A.G. 14849-60)

Le Club de Golf du Lac Beauport Inc.

Extract from by-law No 1 (general by-laws) of the above mentioned corporation, as adopted at the annual general meeting of its members, held on December 6, 1960, concerning the increase in the number of directors from eleven to thirteen.

"17. Board of directors — Number. — The affairs of the corporation will be managed by a board of directors composed of thirteen (13) members."

LÉO NORMAND,
57469 *Secretary.*

(A.G. 11601-55)

J. L. Lévesque Inc.**By-law No. 22**

The number of directors of "J. L. Lévesque Inc.", is changed from three (3) that it was previously to five (5) and by-law No. 9 of the company is modified accordingly.

Certified true copy of the by-law adopted by the directors on April 13, 1961 and approved by the shareholders the same day.

PIERRE MERCIER,
57470-o *Secretary.*

(A.G. 15084-60)

Placements Nolin Inc.**By-law No. 4**

"By-law increasing the number of directors.

Be it and it is hereby decreed, as by-law No. 4 of "Placements Nolin Inc." (hereinafter called "the company"), what follows:

1. The number of directors of the company "Placements Nolin Inc.", is hereby increased from three (3) to five, (5), and at meetings of the board of directors the quorum has been increased from two (2) to three (3) directors.

2. Tous règlements, résolutions et procès-verbaux de la compagnie, incompatibles avec le présent règlement, sont en conséquence modifiés pour donner effet au présent règlement. »

Certifié vraie copie.

Québec, ce 22 mars 1961.

Le Secrétaire,

ROGER LÉTOURNEAU.

57471-o

(P.G. 1149-58)

Semaines Sociales du Canada
(Secteur français)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 11 avril 1961, approuvé les règlements généraux et le règlement No 1 de « Semaines Sociales du Canada » (Secteur français), et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

57472-o

Association des Chimistes Professionnels du Québec

Avis est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de l'« Association des Chimistes Professionnels du Québec ».

Antonio LaTorre,	Montréal
Denis Boutin,	Montréal
Guy Blanchard,	Verdun
Yvon Lefebvre,	Outremont
Theodorus G. Brandts,	Grand'Mère
Thomas Sandor,	Montréal
William Whigham,	Ville d'Anjou
Rena M. Segall,	Montréal

Le Registrare,

57478-o GASTON DE LAMIRANDE, CHIM. P.

Le Syndicat Coop. des Cent Associés du Royaume du Saguenay

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Le Syndicat Coop. des Cent Associés du Royaume du Saguenay », en date du 19 avril 1961, dont le siège social est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

57479-o

(P.G. 12855-54)

Eastern Townships Terrazzo Tile Marble Ltd

Règlement No 1

Attendu qu'il est par les présentes établi comme un règlement de la compagnie « Eastern Townships Terrazzo Tile Marble Ltd » que:

1° Le nombre de directeurs de la compagnie soit et est par les présentes augmenté de trois (3) à cinq (5) afin que le bureau de direction de la compagnie soit par la suite formé de cinq (5) directeurs.

2° Trois directeurs constitueront le quorum à toutes les assemblées du bureau de direction.

2. All by-laws, resolutions and minutes of the company, incompatible with the present by-law, are hereby amended to give effect to the present by-law."

Certified true copy,

Quebec, March 22, 1961.

ROGER LÉTOURNEAU,

Secretary.

57471

(A.G. 1149-58)

Semaines Sociales du Canada
(Secteur français)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 11, 1961, approved the general by-laws and by-law No. 1 of "Semaines Sociales du Canada" (Secteur français), and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 27, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

57472

Association of Professional Chemists of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the "Association of Professional Chemists of Quebec."

Antonio LaTorre,	Montreal
Denis Boutin,	Montreal
Guy Blanchard,	Verdun
Yvon Lefebvre,	Outremont
Theodorus G. Brandts,	Grand'Mère
Thomas Sandor,	Montreal
William Whigham,	Ville d'Anjou
Rena M. Segall,	Montreal

GASTON DE LAMIRANDE, P. CHEM.,

Registrar.

57478-o

Le Syndicat Coop. des Cent Associés du Royaume du Saguenay

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coop. des Cent Associés du Royaume du Saguenay", under date April 19, 1961, whereof the head office is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 25, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

57479

(A.G. 12855-54)

Eastern Townships Terrazzo Tile Marble Ltd

By-law No. 1

Whereas it is by these presents established as a by-law of the company "Eastern Townships Terrazzo Tile Marble Ltd" that:

1. The number of the directors of the company be and is hereby increased from three (3) to five (5) so that the board of directors of the company shall be hereinafter formed of five (5) directors.

2. Three directors shall constitute the quorum at all the meetings of the board of directors.

3° Tous les règlements antérieurs, résolutions et procédures de la compagnie étant non conformes, sont par les présentes amendés, modifiés et révisés de façon à donner effet à ce règlement.

Donné ce 8ème jour de février 1961.
Certifié conforme au livre.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL ROY.

57489-0

(P.G. 412-58)

Quebec Welders Association (NCCL)
Association des Soudeurs du Québec (CNCT)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 26 avril 1961, autorisé le changement de nom de « L'Association des Soudeurs du Québec — Quebec Welders Association » en celui de « Quebec Welders Association (NCCL) — Association des Soudeurs du Québec (CNCT) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57503-0

(P.G. 13277-60)

Gardner Equipment Company Inc.

Règlement No 25

Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5), un quorum sera composé de trois (3) directeurs et les règlements de la compagnie sont, par les présentes, amendés de manière à donner effet à cette augmentation.

Je, le soussigné secrétaire-trésorier de « Gardner Equipment Company Inc. », certifie, par les présentes, que le précédent est une copie authentique et conforme du règlement No 25 de ladite compagnie, dûment décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 23e jour de décembre 1960, et ratifié, sanctionné et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée et tenue aux fins de le considérer, le 23e jour de décembre 1960, à laquelle les détenteurs de plus des deux-tiers des actions émises de la compagnie, étaient présents en personne ou représentés par procuration et votèrent en faveur dudit règlement.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
F. A. TOPPING.

57504

(P.G. 13480-57)

Les Immeubles de Montigny Ltée

Règlement numéro 35

Concernant la modification du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de la Compagnie « Les Immeubles de Montigny Ltée » est changé de quatre qu'il était auparavant à celui de trois et le règlement numéro 3 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement numéro 35 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 12 janvier 1961 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 12ième jour de janvier 1961, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

57505-0

Le Secrétaire,
JEAN ARMAND.

3. All previous by-laws, resolutions and procedures of the company which do not correspond with these changes, are by these presents amended, modified and revised so as to give effect to this by-law.

Given this 8th day of February, 1961.

Certified to be in conformity with the book.

MARCEL ROY,
Secretary-Treasurer.

57489

(A.G. 412-58)

Quebec Welders Association (NCCL)
Association des Soudeurs du Québec (CNCT)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 26, 1961, approved the change of name of "L'Association des Soudeurs du Québec — Quebec Welders Association" into that of "Quebec Welders Association (NCCL) — Association des Soudeurs du Québec (CNCT)", and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, April 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57503

(A.G. 13277-60)

Gardner Equipment Company Inc.

By-law No. 25

The number of the Directors of the Company is hereby increased from three (3) to five (5), a quorum to consist of three (3), and the By-laws of the Company are hereby amended to give effect to such increase.

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of "Gardner Equipment Company Inc.", hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of By-law No. 25 of the said company, duly enacted at a meeting of directors of the company held on the 23rd day of December 1960, and ratified, sanctioned and confirmed at a special general meeting of shareholders, duly called and held for the purpose of considering the same on the 23rd day of December 1960, at which meeting the holders of more than two-thirds of the issued shares of the company were present in person or represented by proxy and voted in favour of the said By-Law.

(Seal) *F. A. TOPPING,*
Secretary-Treasurer.

57504-0

(A.G. 13480-57)

Les Immeubles de Montigny Ltée

By-Law number 35

Concerning the altering of the number of directors

The number of directors of the company "Les Immeubles de Montigny Ltée" has been changed from four as it formerly was to three, and by-law number 3 of the company has been altered accordingly.

Certified copy of by-law number 35 duly adopted at a meeting of directors held on January 12, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on the 12th day of January, 1961, by the shareholders holding, among themselves, 100% of the shares represented at this meeting.

57505

JEAN ARMAND,
Secretary.

(P.G. 13066-60)

Sorel Development Corporation

Règlement spécial No 3

1. Le nombre des directeurs est augmenté de 3 à 7.

2. Le quorum du conseil d'administration sera de 4 membres.

Vraie copie certifiée du règlement spécial No 3 adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 28 décembre 1960.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND GADBOIS.

57506

Electrical Appliances Employee's

Association Inc. C.F.I.A.

Association des Employés d'Accessoires Électriques Inc. F.C.A.I.

Avis est donné que le Secrétaire de la province a, le 24 avril 1961, autorisé la constitution d'un syndicat professionnel sous le nom de « Electrical Appliances Employees' Association Inc. C.F.I.A. — Association des Employés d'Accessoires Électriques Inc. F.C.A.I. ».

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57513-o

(P.G. 15436-60)

Club Social & Curling de Port Cartier Inc.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à une assemblée des membres tenue à Port-Cartier le 21 janvier 1961, concernant l'augmentation du nombre des administrateurs de trois à neuf:

« 3o Conseil des directeurs. — Les affaires de la corporation seront gérées par un Conseil de Directeurs comprenant neuf (9) membres... »

Certifie vraie copie.

Le Secrétaire,
HUGHETTE RICHARD.

57514-o

(P.G. 10894-61)

Domrémy-Trois-Rivières

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 26 avril 1961, approuvé les règlements généraux et les règlements spéciaux « A » et « B » de « Domrémy-Trois-Rivières », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57515-o

(P.G. 16663-53)

The Saguenay Yacht Club
Le Club de Yachting du Saguenay

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de L'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 18 avril 1961, approuvé les règlements « E », « F » et « H » de « The Saguenay Yacht Club — Le Club de Yachting du Saguenay », et ce, conformément aux dispositions de la section 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57516

(A.G. 13066-60)

Sorel Development Corporation

Special by-law No. 3

1. The number of directors is increased from 3 to 7.

2. The quorum of the board of directors shall be of 4 members.

Certified true copy of special by-law No. 3 adopted by the directors and approved by the shareholders on December 28, 1960.

ROLAND GADBOIS,
Secretary-Treasurer.

57506-o

Electrical Appliances Employee's

Association Inc. C.F.I.A.

Association des Employés d'Accessoires Électriques Inc. F.C.A.I.

Notice is given that the Secretary of the Province has, on April 24, 1961, authorized the incorporation of the professional syndicate under the name of "Electrical Appliances Employee's Association Inc. C.F.I.A. — Association des Employés d'Accessoires Électriques Inc. F.C.A.I.".

The head office of the aforesaid professional syndicate is situate at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 26, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57513

(A.G. 15436-60)

Club Social & Curling de Port Cartier Inc.

Extract from the by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at a meeting of the members held at Port-Cartier on January 21, 1961, concerning the increase of the number of directors from three to nine:

"3. Board of directors. — The affairs of the corporation will be managed by a board of directors comprising nine (9) directors..."

Certified true copy.

HUGHETTE RICHARD,
Secretary.

57514

(A.G. 10894-61)

Domrémy-Trois-Rivières

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April 26, 1961, approved the general by-laws and the special by-laws "A" and "B" of "Domrémy-Trois-Rivières", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 27, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57515

(A.G. 16663-53)

The Saguenay Yacht Club
Le Club de Yachting du Saguenay

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-laws "E", "F" and "H" of "The Saguenay Yacht Club — Le Club de Yachting du Saguenay" were approved on April 18, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

57516-o

(P.G. 11957-61)

Price Brothers & Company, Limited

« Règlement « N » »

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme étant le règlement « N » de « Price Brothers & Company, Limited » (ici nommée la compagnie):

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de douze à quinze de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quinze directeurs.

2. Que le paragraphe un de l'article II du règlement No 1 de la compagnie soit amendé en conséquence en substituant le mot « quinze » pour le mot « douze ».

Vraie copie certifiée du règlement « N », dûment décrété par les directeurs de « Price Brothers & Company, Limited » à une assemblée régulièrement convoquée et tenue le 11 avril 1961, à laquelle assemblée les directeurs constituaient un quorum conformément aux règlements de la compagnie et votèrent unanimement en faveur dudit règlement « N », lequel a subsequently été approuvé par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 25 avril 1961, à laquelle les actionnaires présents constituaient un quorum et votèrent unanimement pour l'approbation dudit règlement « N ».

Québec, 1 mai 1961.

Le Secrétaire,

A. A. LABRECQUE.

57532

(A.G. 11957-61)

Price Brothers & Company, Limited

« By-law « N » »

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law « N » of « Price Brothers & Company, Limited » (herein called the company):

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from twelve to fifteen so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of fifteen directors.

2. That paragraph one of article II of by-law No. 1 of the company be accordingly amended by substituting the word « fifteen » for the word « twelve ».

Certified to be a true copy of by-law « N », duly enacted by the directors of « Price Brothers & Company, Limited » at a meeting regularly called and held on April 11 1961, at which meeting the directors present constituted a quorum in accordance with the by-laws of the company and unanimously voted in favour of said by-law « N », which was subsequently approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting duly called for considering the said by-law and held on April 25 1961, at which the shareholders present constituted a quorum and unanimously voted for the approval of the said by-law « N ».

Quebec, May 1, 1961.

A. A. LABRECQUE,

Secretary.

57532-o

Action en séparation de biens

Cantor vs Rother

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 537 369. Dame Rose L. Cantor, ménagère, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Jack Rother, du même endroit, demanderesse vs ledit Jack Rother, des cités et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le défendeur, le 26 avril 1961.

Montréal, 26 avril 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,

POPLIGER & POPLIGER.

57456

Action for separation as to property

Cantor vs Rother

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 537 369. Dame Rose L. Cantor, housewife of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jack Rother, of the same place, plaintiff, vs The said Jack Rother, of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff has instituted action against her husband, the defendant, in separation as to property, on April 26, 1961.

Montreal, April 26, 1961.

POPLIGER & POPLIGER,

Attorneys for the plaintiff.

57456-o

Bills

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 27 avril 1961.

Aujourd'hui à cinq heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

Bills

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 27th of April, 1961.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- | | |
|--|--|
| 35 Loi concernant l'exercice de la profession d'agronome. | 35 An Act respecting the practice of the profession of agronomy. |
| 36 Loi concernant les compagnies, les syndicats coopératifs, les valeurs mobilières et la mainmorte. | 36 An Act, respecting companies, cooperative syndicates, securities and mortmain. |
| 37 Loi modifiant la Loi des services publics et la Loi de la Régie des transports. | 37 An Act to amend The Public Service Act and the Transportation Board Act. |
| 38 Loi modifiant la Loi du secrétariat. | 38 An Act to amend the Provincial Secretary's Department Act. |
| 39 Loi concernant le tourisme. | 39 An Act respecting tourism. |
| 40 Loi pour la récupération du bois dans les terrains requis pour l'aménagement hydro-électrique des rivières Manicouagan et aux Outardes. | 40 An Act for the salvage of wood on lands required for the hydro-electric development of the Manicouagan and aux Outardes rivers. |
| 42 Loi concernant la Sûreté provinciale du Québec. | 42 An Act respecting the Quebec Provincial Police Force. |
| 43 Loi concernant le Boulevard métropolitain. | 43 An Act respecting the Metropolitan Boulevard. |
| 47 Loi concernant la taxe sur les repas. | 47 An Act respecting the tax on meals. |
| 49 Loi concernant la taxe sur la vente en détail. | 49 An Act respecting the retail sales tax. |
| 134 Loi concernant la paroisse Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot. | 134 An Act respecting the parish of Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot. |
| 142 Loi modifiant la charte de La corporation interurbaine de l'Ile Jésus. | 142 An Act to amend the charter of The interurban corporation of Ile Jésus. |
| 177 Loi constituant en corporation La Société des techniciens en radiologie médicale du Québec. | 177 An Act to incorporate The Quebec Society of Medical Radiological Technicians. |
| 188 Loi refondant et modifiant la charte de la cité de Chicoutimi. | 188 An Act to consolidate and amend the charter of the city of Chicoutimi. |
| 225 Loi constituant en corporation la municipalité du village de Pointe-des-Cascades. | 225 An Act to incorporate the municipality of the village of Pointe-des-Cascades. |
| 244 Loi modifiant la Loi des techniciens dentaires. | 244 An Act to amend the Dental Technicians Act. |
| 245 Loi modifiant la Loi des optométristes et opticiens. | 245 An Act to amend the Optometrists' and Opticians' Act. |
| 246 Loi modifiant la Loi des architectes. | 246 An Act to amend the Architects' Act. |

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

57476-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

57476-o

Chartes — Abandon de

United Auto Parts (Drummondville) Limited

Avis est par les présentes donné que « United Auto Parts (Drummondville) Limited », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires à Drummondville, province de Québec, Canada, présentera une requête au procureur général de la province de Québec, demandant la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite Loi.

Daté à Montréal, ce 12ième jour d'avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
YVAN BEAUSÉJOUR.

57459-o

Charters — Surrender of

United Auto Parts (Drummondville) Limited

Notice is hereby given that "United Auto Parts (Drummondville) Limited", a corporation duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in Drummondville, Province of Quebec, Canada, will make a petition to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1961.

YVAN BEAUSÉJOUR,
Secretary-Treasurer.

57459-o

Beer & Stern Construction Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Beer & Stern Construction Inc. », qui a son siège social en les cité et district de Montréal, en la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., 21 avril 1961.

Beer & Stern Construction Inc.,

Par le Secrétaire,

57480

A. BEER.

Beer & Stern Construction Inc.

Notice is hereby given that "Beer & Stern Construction Inc.", which has its head office in the city and district of Montreal in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., April 21, 1961.

Beer & Stern Construction Inc.,

Per: A. BEER,

Secretary.

57480-o

G. Lambert Limited

Prenez avis que la compagnie « G. Lambert Limited », demande au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Joliette, le 28 avril 1961.

Les Procureurs de la compagnie,

57481

DUGAS & DUGAS.

G. Lambert Limited

Take notice that the company "G. Lambert Limited", will apply to the Attorney General, for leave to surrender its charter.

Joliette, April 28, 1961.

DUGAS & DUGAS,

Attorneys for the company.

57481

Hain's Rental & Sales Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Hain's Rental & Sales Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 15 février 1960, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 1 mai 1961.

Le Secrétaire,

57482

HERMAN HAIN.

Hain's Rental & Sales Inc.

Notice is hereby given that "Hain's Rental & Sales Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated February 15, 1960, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, May 1, 1961.

HERMAN HAIN,

Secretary.

57482-o

Guy Towers Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Guy Towers Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'avril 1961.

Guy Towers Inc.,

Par les Procureurs de la compagnie,

57483

RAPPAPORT & WHELAN.

Guy Towers Inc.

Notice is hereby given that "Guy Towers Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of April, 1961.

Guy Towers Inc.,

Per: RAPPAPORT & WHELAN,

Attorneys for the Company.

57483-o

Sample Dress Inc.

Avis est par les présentes donné que « Sample Dress Inc. », une corporation constituée sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 1er jour de mai 1961.

Le Secrétaire,

57507-o

(Signé) PERCY BRAZER.

Sample Dress Inc.

Notice is hereby given that "Sample Dress Inc.", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 1st day of May, 1961.

(Signed) PERCY BRAZER,

Secretary.

57507-o

**Ministère des
Affaires municipales**

Cité de Drummondville

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1048 du 24 avril 1961 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la

**Department of
Municipal Affairs**

City of Drummondville

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1048 of April 24, 1961, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and

Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 489 du conseil municipal de la cité de Drummondville, tel que modifié par ledit conseil dans deux résolutions adoptées les 9 janvier et 5 avril 1961, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Grantham-Ouest, comté de Drummond, et annexé à la cité de Drummondville.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le canton de Grantham, se composant de deux parties distinctes, comprenant tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés *premièrement* dans le périmètre suivant: Partant du point d'intersection du côté nord-est du chemin entre les rangs III et IV avec le côté sud-est du Boulevard Sir Wilfrid Laurier; de là, successivement, ledit côté sud-est du Boulevard Sir Wilfrid Laurier en allant vers le nord-est et tournant vers l'est jusqu'à la rive gauche de la Rivière Saint-François; ladite rive gauche de la Rivière Saint-François jusqu'à l'axe de la Rivière Noire; l'axe de la Rivière Noire jusqu'au côté sud-ouest du Boulevard Bernard; ledit côté sud-ouest du Boulevard Bernard jusqu'à l'angle est du lot de subdivision 167-31 (rue); la ligne sud-est du lot de subdivision 167-29; la ligne sud-ouest du lot de subdivision 167-29 (rue) jusqu'au coin est du lot de subdivision 167-4; la ligne sud-est du lot de subdivision 167-4 et 167-2; la ligne nord-ouest des lots de subdivision 167-1 et 167-28 (rue); une ligne dans le lot 167 sur une longueur de 2101 pieds jusqu'à un point à une distance de 1394 pieds de la ligne sud-est du lot 166D; une ligne sur la longueur de 1394 pieds traversant une partie du lot 167 et le lot 166D jusqu'à un point à une distance de 3070 pieds du côté nord-est du chemin entre les rangs III et IV mesurée le long de la ligne séparative des lots 164 et 166D; ladite ligne séparative des lots 164 et 166D sur ladite longueur de 3070 pieds et enfin ledit côté nord-est du chemin entre les rangs III et IV en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.

Deuxièmement: Dans le périmètre suivant, partant du point d'intersection du côté nord-est du chemin entre les rangs III et IV avec la rive gauche de la Rivière Noire; de là, successivement, ledit côté nord-est du chemin entre les rangs III et IV jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 165; ladite ligne nord-ouest du lot 165 jusqu'à la ligne sud du lot 164; ladite ligne sud du lot 164 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Noire; ledit axe de la Rivière Noire en remontant son cours jusqu'au prolongement du chemin entre les rangs III et IV et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
57477-0 RENÉ HAMEL, C.R.

Towns Act (R.S.Q. 1941, chapitre 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve the by-law No. 489 of the Municipal Council of the city of Drummondville, as amended by the said Council in two resolutions adopted on January 9 and April 5, 1961, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in said by-law and hereinafter described, be detached from the municipality of Grantham-West, county of Drummond, and annexed to the city of Drummondville.

The territory is the following:

The land situated in the township of Grantham, being composed of two separate parts, comprising all the lots or parts of lots and the present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, waterways or parts of the same enclosed *firstly* within the following boundaries: From the point of intersection of the north-east side of the road between the ranges III and IV with the south-east side of Sir Wilfrid Laurier Boulevard; thence, successively, the said south-east side of Sir Wilfrid Laurier Boulevard going towards the north-east and turning towards the east as far as the left bank of the Saint-François River; the said left bank of the Saint-François River as far as the center-line of the Rivière Noire; the center-line of the Rivière Noire as far as the south-west side of the Bernard Boulevard; the said south-west side of Bernard Boulevard as far as the east corner of the lot of subdivision 167-31 (street); the south-east line of subdivision lot 167-31 extended across the lot of subdivision 167-29; the south-west line of the lot of subdivision 167-29 (street) as far as the east corner of the lot of subdivision 167-4; the south-east line of the lots of subdivision 167-4 and 167-2; the north-west line of lots of subdivision 167-1 and 167-28 (street); a line on lot 167, 2101 feet in length as far as a point at a distance of 1394 feet from the south-east line of lot 166D; a line 1394 feet in length crossing a part of lot 167 and lot 166D as far as a point 3070 feet distant from the north-east side of the road between ranges III and IV, measured along the line separating lots 164 and 166D; the said separative line between lots 164 and 166D of the said length of 3070 feet and finally, the said north-east side of the road between ranges III and IV going towards the north-west as far as the point of departure.

Secondly: Within the following boundaries: from the point of intersection of the north-east side of the road between ranges III and IV with the left bank of the Rivière Noire; thence, successively, the said north-east side of the road between ranges III and IV as far as the north-west line of lot 165; the said north-west line of lot 165 as far as the south line of lot 164; the said south line of lot 164 extended as far as the center-line of the Rivière Noire; the said center-line of the Rivière Noire proceeding along its course as far as the extension of the road between the ranges III and IV and, finally, the latter extension as far as the point of departure.

57477 RENÉ HAMEL, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet

Cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet

Avis est donné que le Ministre de l'agriculture et de la colonisation a autorisé la formation d'un

Notice is given that the Minister of Agriculture and Colonisation has authorized the formation

cercle agricole dans le comté de Pontiac, sous le nom de « Cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet », conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chapitre 118).

Daté du bureau du Ministre de l'agriculture et de la colonisation, le 27 avril 1961.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

57484-o

ERNEST MERCIER.

Société Coopérative Agricole de Fort Richelieu

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richelieu, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q., 1941, chapitre 120), sous le nom de « Société Coopérative Agricole de Fort Richelieu », et que son principal siège d'affaires est à Sorel.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril 1961.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

57484-o

ERNEST MERCIER.

Société Coopérative Agricole des Producteurs de lait de Québec

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lévis, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R.Q., 1941, chapitre 120), sous le nom de « Société Coopérative Agricole des Producteurs de lait de Québec », et que son principal siège d'affaires est à Lévis.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril 1961.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

57484-o

ERNEST MERCIER.

of a farmers' club in the county of Pontiac, under the name of "Cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet", pursuant to the Farmers' Club Act (R.S.Q., 1941, chapter 118).

Dated at the office of the Minister of Agriculture and Colonisation, on April 27, 1961.

ERNEST MERCIER,

57484

Deputy Minister of Agriculture.

Société Coopérative Agricole de Fort Richelieu

Notice is hereby given that Cooperative Agricultural Association has been incorporated in the county of Richelieu, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Fort Richelieu", and that the head office is at Sorel.

The Minister has authorized the formation of said society.

Quebec, this twenty-fifth day of April, 1961.

ERNEST MERCIER,

57484

Deputy Minister of Agriculture.

Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lait de Québec

Notice is hereby given that a Cooperative Agricultural Association has been incorporated in the county of Lévis, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q. 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole des Producteurs de lait de Québec", and that its head office is at Lévis.

The Minister has authorized the formation of said society.

Quebec, this twenty-fifth day of April, 1961.

ERNEST MERCIER,

57484

Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

No 1233-60.

Dollard-des-Ormeaux

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dollard-des-Ormeaux, dans le comté de Jacques-Cartier, les lots 284 à 289 inclusivement du cadastre officiel de Dollard-des-Ormeaux, pour les annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de St-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 19 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57418-17-2-o

O.-J. DESAULNIERS.

No 1434-55.

Laurierville

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Laurierville, dans le comté de Mégantic, les lots 193, 269 à 272 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre-Baptiste, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, dans le même comté.

Québec, le 21 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57419-17-2-o

O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1233-60.

Dollard-des-Ormeaux

Application is made to detach from the school municipality of Dollard-des-Ormeaux, in the county of Jacques-Cartier, the lots 284 to 289 inclusively in the official cadaster of Dollard-des-Ormeaux, in order to annex them, for protestant tax-payers only, to the Protestant school municipality of St-Laurent, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, April 19, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57418-17-2

Superintendent of Education.

No. 1434-55.

Laurierville

Application is made to detach from the school municipality of Laurierville, in the county of Mégantic, lots 193, 269 to 272 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Pierre-Baptiste, to annex them to the school municipality of St-Pierre-Baptiste, in the same county.

Quebec, April 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57419-17-2

Superintendent of Education.

No 643-61.

Village de Pierreville

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Pierreville, dans le comté de Yamaska, en celui de « Pierreville », dans le même comté.

Québec, le 21 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57420-17-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 643-61.

Village of Pierreville

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Pierreville, in the county of Yamaska, into that of "Pierreville", in the same county.

Quebec, April 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57420-17-2 *Superintendent of Education.*

No 1726-60.

Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 1

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la cité de St-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, les territoires ci-dessous décrits, savoir:

1. Les lots 1 à 7 inclusivement du rang Côte St-Joseph-Est et 8 à 17 aussi inclusivement du rang Côte St-Joseph-Ouest du cadastre officiel de la municipalité des Mille-Iles, territoire non encore organisé au point de vue scolaire.

2. Les lots 18 à 34 inclusivement du rang Côte St-Eustache-Est et 44 à 63 aussi inclusivement du rang Côte St-Eustache-Ouest, territoire de la municipalité scolaire inopérante de Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 1.

Québec, le 24 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57421-17-2 O.-J. DESAULNIERS.

No. 1726-60.

Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 1

Application is made to annex, for Catholic tax-payers only, to the school municipality of the city of St-Jérôme, in the county of Terrebonne, the territories hereinafter described, to wit:

1. The lots 1 to 7 inclusively on range St-Joseph-East Hill, and 8 to 17 also inclusively on range St-Joseph-West Hill, in the official cadaster of the municipality of Mille-Iles, territory not yet organized from a school point of view.

2. The lots 18 to 34 inclusively on range St-Eustache-East Hill, and 44 to 63 also inclusively on range St-Eustache-West Hill, territory of the non-operating school municipality of Ste-Angélique-des-Mille-Iles No. 1.

Quebec, April 24, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57421-17-2 *Superintendent of Education.*

No 224-61.

**Ste-Dorothée village
Ste-Dorothée No 2**

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire décrit ci-dessous à la municipalité scolaire protestante du Grand St-Martin, dans le comté de Laval.

Ce territoire comprend la municipalité scolaire du village de Ste-Dorothée et toute la municipalité scolaire de Ste-Dorothée No 2:

« Commençant à un point sur la ligne au centre de la rivière des Prairies et allant vers le nord-ouest au long du côté est du lot 50 de la paroisse de Ste-Dorothée, dans le comté de Laval, à son point d'intersection avec le chemin St-Martin à l'ouest du village de Ste-Dorothée; de là dans une direction ouest le long de ce chemin à un point sur la ligne entre les lots 52 et 55; de là dans une direction nord-ouest le long de ce chemin au coin nord-est du lot 95; de là dans une direction sud-ouest au coin sud du lot 95 où elle rejoint les lots 57 et 58; de là dans une direction nord-ouest le long de la ligne entre les lots 95 et 58 et 59 au coin nord-ouest du lot 95; de là dans une direction nord-est audit chemin St-Martin et continuant dans une direction nord-ouest le long de ce chemin à la limite sud-ouest du lot 209; de là dans une direction nord-est le long des limites nord-ouest des lots 96, 97, 100, 105, 108, 120, 121, 129A, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, de là dans une direction nord-ouest le long de la ligne entre les lots 159 et 162, 163 et 164 au lot 160; de là dans une direction nord-est le long de la ligne entre les lots 160 et 162; de là dans une direction nord-ouest le long de la ligne entre les lots 157 et 160 à la limite nord-ouest du lot 157; de là dans une direction nord-est le long de la limite nord-ouest des lots 157, 156, 155 et 154; de là dans une direction sud-est le long des limites nord-est des lots 154, 153, 152, 151, 148, 2, 3, 4 et 1 de Ste-Dorothée à un point dans le centre de la rivière des Prairies; de là dans une direction

No. 224-61.

**Ste. Dorothée village
Ste. Dorothée No. 2**

Application is made to annex, for protestant ratepayers only, the territory described below to the protestant school municipality of Greater St. Martin, in the county of Laval.

This territory comprises the school municipality of the village of Ste. Dorothée and the whole of the school municipality of Ste. Dorothée No. 2:

"Beginning at a point on the line in the middle of the Rivière des Prairies and proceeding northwest along the east side of lot 50 of the parish of Ste. Dorothée, in the county of Laval, to its junction with Chemin St. Martin west of Ste. Dorothée Village; thence in a westerly direction along this road to a point on the line between lots 52 and 55; thence in a northwesterly direction along this road to the northeasterly corner of lot 95; thence in a southwesterly direction to the south corner of lot 95 where it touches lots 57 and 58; thence in a northwesterly direction along the line between lots 95 and 58 and 59 to the northwest corner of lot 95; thence in a northeasterly direction to the said Chemin St. Martin and continuing in a northwesterly direction along this road to the southwestern boundary of lot 209; thence in a northeasterly direction along the northwestern boundaries of lots 96, 97, 100, 105, 108, 120, 121, 129A, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, thence in a northwesterly direction along the line between lots 159 and 162, 163 and 164 to lot 160; thence in a northeasterly direction along the line between lots 160 and 162; thence in a northwesterly direction along the line between lots 157 and 160 to the northwest boundary of lot 157; thence in a northeasterly direction along the northwestern boundary of lots 157, 156, 155 and 154; thence in a southeasterly direction along the northeastern boundaries of lots 154, 153, 152, 151, 148, 2, 3, 4 and 1 of Ste. Dorothée to a point in the middle of the Rivière des

ouest au long du centre de la rivière à son point de départ. »

Québec, le 19 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57422-17-2 O.-J. DESAULNIERS.

No 972-60.

Paroisse de Ste-Thérèse

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne, les lots 430, 431, 432, 815 à 825 inclusivement et 828, tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans le même comté.

Québec, le 24 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57423-17-2 O.-J. DESAULNIERS.

No 1847-60.

Paroisse d'Amqui et Amqui

Demande est faite de fusionner les municipalités scolaires de la paroisse d'Amqui et d'Amqui, dans le comté de Matapédia et d'ériger leur territoire actuel en municipalité scolaire distincte sous le nom d'Amqui, dans le comté de Matapédia.

Québec, le 28 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57490-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

No 183-56.

Ange-Gardien

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, à la municipalité scolaire de Canrobert, dans le même comté.

Québec, le 26 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57491-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

No 1287-54.

Franquelin

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Franquelin, dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Ledit territoire comprend la paroisse civile et religieuse de St-Étienne-de-Franquelin limitée comme suit:

Départ: Un point situé dans l'anse ou Baie Saint-Pancrace, à l'intersection de la ligne Ouest du canton Bourdon et du fleuve Saint-Laurent.

À l'Ouest: Ligne Ouest du canton Bourdon.

Au nord: Ligne nord du canton Bourdon et du canton Franquelin jusqu'à la ligne ouest du bloc « B », rivière Godbout.

À l'est: De ce point à une ligne imaginaire sud astronomique jusqu'à la Baie Grd Saint-Nicolas.

Au sud: Fleuve Saint-Laurent, de la Baie Grand Saint-Nicolas à la Baie Saint-Pancrace.

Le tout ayant une superficie approximative de 137.5 milles carrés.

Québec, le 1er mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57492-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

Prairies; thence in a westerly direction along the middle of the river to the point of origin."

Quebec, April 19, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57422-17-2 O Superintendent of Education.

No. 972-60.

Parish of Ste-Thérèse

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne, the lots 430, 431, 432, 815 to 825 inclusively and 828, all in the official cadaster of the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, to annex them, for Catholic tax-payers only, to the school municipality of the parish of Terrebonne, in the same county.

Quebec, April 24, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57423-17-2 Superintendent of Education.

No. 1847-60.

Parish of Amqui and Amqui

Application is made to amalgamate the school municipalities of the parish of Amqui and of Amqui, in the county of Matapédia, and to erect their present territory in a distinct school municipality under the name of Amqui, in the county of Matapédia.

Quebec, April 28, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57490-18-2 Superintendent of Education.

No. 183-56.

Ange-Gardien

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Ange-Gardien, in the county of Rouville, to the school municipality of Canrobert, in the same county.

Quebec, April 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57491-18-2 Superintendent of Education.

No. 1287-54.

Franquelin

Application is made to erect as a separate school municipality, under the name Franquelin, in the county of Saguenay, the territory hereinafter described, to wit:

The said territory includes the civil and religious parish of St-Étienne-de-Franquelin, bounded as follows:

Beginning: A point situated in the cove or Baie Saint-Pancrace, at the intersection of the west line of the township of Bourdon with the Saint Lawrence river.

On the west: The west line of the township of Bourdon.

On the north: The north line of the township of Bourdon and the township of Franquelin as far as the west line of "bloc "B" ", Godbout River.

On the east: From this point to an imaginary astronomical south line as far as Baie Grd Saint-Nicolas.

On the south: The Saint Lawrence River, from Baie Grand Saint-Nicolas to Baie Saint-Pancrace.

The whole having an approximate area of 137.5 square miles.

Quebec, May 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57492-18-2 Superintendent of Education.

No 71-60.

St-Étienne-des-Grès

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Étienne-des-Grès, dans le comté de St-Maurice, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique des Trois-Rivières, dans le comté de Trois-Rivières.

La ligne séparative le Rang Ste-Marguerite des rangs I, II, III et IV (fief St-Maurice); la ligne sud-ouest du rang (fief St-Maurice); de là, dans le canton de St-Maurice, la ligne nord-ouest du lot 295 séparant en même temps le rang IV (fief St-Maurice) du rang III (fief St-Étienne); de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne, la ligne séparative des rangs II et III (fief St-Étienne); l'axe de la route entre les lots 279, 38 et 39 d'un côté et les lots 278, 277, 276 et 40 de l'autre côté; l'axe du chemin de front du rang I (fief St-Étienne) jusqu'à la ligne séparative des lots 38 et 40; cette dernière ligne jusqu'à la rive droite ou rive sud-ouest de la rivière St-Maurice et enfin cette dite rive en la suivant dans une direction sensiblement sud-est jusqu'au point de départ.

Cedit territoire avait été compris par erreur dans l'arrêté en conseil No 684, en date du 14 mars 1961, concernant le détachement d'une partie de territoire de la municipalité scolaire de la Banlieue des Trois-Rivières.

Québec, le 28 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57493-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 71-60.

St-Étienne-des-Grès

Application is made to detach from the school municipality of St-Étienne-des-Grès, in the county of St-Maurice, the territory hereinafter described, in order to annex it to the Catholic school municipality of Trois-Rivières, in the county of Trois-Rivières.

The line separating Ste-Marguerite Range from ranges I, II, III and IV (St-Maurice fief); the southwest line of the range (St-Maurice fief); thence, in the township of St-Maurice, the northwest line of lot 295 separating, at the same time, range IV (St-Maurice fief) from range III (St-Étienne fief); thence, in reference to the official cadaster of the parish of St-Étienne, the separative line between ranges II and III (St-Étienne fief); the center-line of the road between lots 279, 38 and 39 on one side and lots 278, 277, 276 and 40 on the other side; the center-line of the front road of range I (St-Étienne fief) as far as the line separating lots 38 and 40; the latter line as far as the right shore or the southwest shore of the St-Maurice River and finally, the said shore going in a perceptibly southeasterly direction as far as the point of departure.

This said territory was included, by error, in Order in Council No. 684, dated March 14, 1961, concerning the detaching of a part of the territory of the school municipality of the surrounding district of Trois-Rivières.

Québec, April 28, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57493-18-2 Superintendent of Education.

No 528-61.

St-Frédéric

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Frédéric, dans le comté de Beauce, les lots 95 à 102 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le comté de Beauce.

Québec, le 28 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57494-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 528-61.

St-Frédéric

Application is made to detach from the school municipality of St-Frédéric, in the county of Beauce, lots 95 to 102 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Joseph, to annex them to the school municipality of the village of St-Joseph, in the county of Beauce.

Québec, April 28, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57494-18-2 Superintendent of Education.

No 1208-58.

St-Germain

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Germain, dans le comté de Drummond, les lots 870 à 896 inclusivement; 934 à 962 inclusivement; 1018 à 1053 inclusivement, tous du cadastre officiel du canton Grantham ainsi que les lots 446, 447 et 448 du cadastre officiel du canton Wickham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Germain, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57495-18-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1208-58.

St-Germain

Application is made to detach from the school municipality of St-Germain, in the county of Drummond, lots 870 to 896 inclusively; 934 to 962 inclusively; 1018 to 1053 inclusively, all in the official cadaster of the township of Grantham, as well as lots 446, 447 and 448 in the official cadaster of the township of Wickham, in order to annex them to the school municipality of the village of St-Germain, in the same county.

Québec, May 1, 1961

O.-J. DESAULNIERS,
57495-18-2 Superintendent of Education.

No 1161-57.

Wendover et Simpson

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wendover et Simpson, dans le comté de Drummond, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Cyrille, dans le même comté.

1. Canton Simpson: Lots Nos 1 à 12 inclusivement, rang VII; lots Nos 1 à 12 inclusivement, rang VI; lots Nos 2-b à 12 inclusivement, rang V;

No. 1161-57.

Wendover and Simpson

Application is made to detach from the school municipality of Wendover and Simpson, in the county of Drummond, the territory hereinafter described, in order to annex it to the school municipality of the village of St-Cyrille, in the same county.

1. Township of Simpson: Lots Nos. 1 to 12 inclusively, range VII; lots Nos. 1 to 12 inclusively, range VI; lots Nos. 2-b to 12 inclusively,

lots Nos 2 à 12 inclusivement, rang IV; lots Nos 1 à 19 inclusivement, rang III; lots Nos 1-h à 11 inclusivement rang II; et la demie nord-ouest de 1-g.

2. Canton Wendover: Lots Nos 290 à 304, inclusivement, rang VII; lots Nos 264 à 289 inclusivement, rang VI; lots Nos 242 à 252 inclusivement, rang V; lots Nos 159 à 170 inclusivement, rang IV; lots Nos 23 à 49, inclusivement rang III; lots Nos 12, 13, 14 et 15 inclusivement, rang II.

Québec, le 27 avril 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57496-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

No 371-61.

Paroisse St-Jérôme

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jérôme, dans le comté du Lac St-Jean, à la municipalité scolaire du village de St-Jérôme, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57502-18-2 O.-J. DESAULNIERS.

range V; lots Nos. 2 to 12 inclusively, range IV; lots Nos. 1 to 19 inclusively, range III; lots Nos. 1-h to 11 inclusively, range II; and the north-west half of 1-g.

2. Township of Wendover: lots Nos. 290 to 304 inclusively, range VII; lots Nos. 264 to 289 inclusively, range VI; lots Nos. 242 to 252 inclusively, range V; lots Nos. 159 to 170 inclusively, range IV; lots Nos. 23 to 49 inclusively, range III; lots Nos. 12, 13, 14 and 15 inclusively, range II.

Québec, April 27, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57496-18-2 *Superintendent of Education.*

No. 371-61.

Parish of St-Jérôme

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Jérôme, in the county of Lake St. John, to the school municipality of the village of St-Jérôme, in the same county.

Québec, May 1, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57502-18-2 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts

Canton de Beaumesnil

Cadastre officiel de canton de Beaumesnil, municipalité de territoire non organisé, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le lot 63 est annulé et le lot 62 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57454-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Canton de Brompton

Cadastre officiel de canton de Brompton, municipalité de village de St-Grégoire de Greenlay, division d'enregistrement de Richmond.

Avis est par la présente donné que le lot 10a-72 est annulé en vertu de l'article 2174A.

Québec, le 19 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57454-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Longue-Pointe

Cadastre officiel de la paroisse de Longue-Pointe, municipalité de Ville d'Anjou, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le résidu du lot 430-232 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57454-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Land and Forest

Township of Beaumesnil

Official cadastre of township of Beaumesnil, municipality of non organized territory, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lots 63 is annulled and lot 62 is added in virtue of article 2174A of Civil Code.

Québec, April 25, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57454-o *Deputy Minister.*

Township of Brompton

Official cadastre of Township of Brompton, municipality of village of St-Grégoire de Greenlay, registration division of Richmond.

Notice is hereby given that lots 10a-72 is annulled in virtue of article 2174A.

Québec, April 19, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57454-o *Deputy Minister.*

Parish of Longue-Pointe

Official cadastre of the parish of Longue-Pointe, municipality of town of Anjou, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 430-232 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 24, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57454-o *Deputy Minister.*

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

Corporation des Agronomes de la Province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique
Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Aubé, Claude	24	117, 5e Avenue, Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Banville, Gilbert	24	St-Narcisse, comté de Rimouski	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bélanger, Jean-Marc	26	St-Vallier, comté de Bellechasse	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Belzile, André	28	Amqui, comté de Matapédia	Institut Agricole d'Oka.
Belzile, Marcel	22	27, rue St-Hubert, Rimouski	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Bhérier, Jean-Jacques	25	10142, rue Émile, Montréal 12	Institut Agricole d'Oka.
Carrier, Dominique	25	R. R. No 1, St-Joseph de Lévis, Lauzon, comté de Lévis	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Chamberland, Émile	31	Ste-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Demers, Jacques	34	142, rue des Franciscains, Québec 6	Institut Agricole d'Oka.
Dionne, Jean-Marc	29	Manseau, comté de Nicolet	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Ducas, Pierre	24	67, 68e Avenue, Ville LaSalle	Institut Agricole d'Oka.
Duval, Marc	24	390, rue Jeanne d'Arc, Québec 6	Institut Agricole d'Oka.
Elliott, John	29	Macdonald College, P.Q.	Macdonald College.
Gervais, Camille	27	742, rue Wiseman, Montréal 8	Institut Agricole d'Oka.
Giasson, Robert	23	Freighsburg, comté de Missisquoi	Institut Agricole d'Oka.
Hart, George Stevenson	24	Arvida, comté de Chicoutimi	Macdonald College.
Jacques, Yvan	24	112, rue Lemoyne, Longueuil	Institut Agricole d'Oka.
Lafamme, Eugène	22	Ste-Hénédine, comté de Dorchester	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lafrenière, Gaétan	22	5250, Ave du Parc, app. 15, Montréal 8	Institut Agricole d'Oka.
Lagacé, Pierre	25	79, Ave St-Jean-Baptiste, Oka, comté des Deux-Montagnes	Institut Agricole d'Oka.
Laliberté, Isidore	22	Ste-Anne de Roquemaure, comté d'Abitibi-Ouest	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lapensée, Laurent	35	172, rue Brien, Laval-des-Rapides	Institut Agricole d'Oka.
Lebeau, Jacques	26	1554 est, rue Mont-Royal, app. 1, Montréal 34	Institut Agricole d'Oka.
Létourneau, Marcel	31	St-Roch des Aulnais, comté de L'Islet	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Meunier, Jean	24	6535, rue Louis Hémon, Montréal 36	Institut Agricole d'Oka.
Nadeau, Jean-Noël	29	St-Odilon, comté de Dorchester	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Perras, Pierre	24	57A, rue St-Isidore, Oka, comté des Deux-Montagnes	Institut Agricole d'Oka.
Ratté, Charles-Édouard	26	La Sarre, comté d'Abitibi	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Roy, Jean-Guy	24	1115, Ave Marguerite Bourgeoise, Sillery, Québec 6	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Roy, Jean-Paul	27	Deschambault, comté de Portneuf	Institut Agricole d'Oka.
Sylvestre, Gilbert	26	Rang Double, Valleyfield, comté de Beauharnois	Institut Agricole d'Oka.
Tremblay, Georges-Henri	26	St-Clément, comté de Rivière-du-Loup	École Supérieure d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.

Montréal (11), le 1er avril 1961 — Montreal (11), April 1, 1961.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec,
57452-17-2-o THÉODORE MONGEON.

THÉODORE MONGEON,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Nominations

Appointments

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 213, en date du 24 janvier 1961, MM. Guy Legault, Rodolphe Paré, Marcel Pigeon, Roland Pinard, Lazarus L. Tinkoff et Jacques Trahan, tous six avocats et membres du Barreau de la province, de la cité de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 1er mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57452-o RAYMOND DOUVILLE.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 213, dated January 24, 1961, Messrs. Guy Legault, Rodolphe Paré, Marcel Pigeon, Roland Pinard, Lazarus L. Tinkoff and Jacques Trahan, all six advocates and members of the Bar of the province, of the city of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary on May 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57452 Assistant Secretary of the Province.

Présidents d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose name follows:

Distriet électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Chicoutimi	Gagnon, Philippe (1)	Correcteur d'épreuves — Proof-reader	439, rue Lévis, Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.
Saint-Jean	Deland, Yves (2)	Notaire — Notary	196, rue Jacques-Cartier, Saint-Jean, (Saint-Jean), P.Q.

(1) En remplacement de monsieur Émile Gagnon, démissionnaire. — In place of Mr Émile Gagnon, resigner.
(2) En remplacement de monsieur Jean Meunier, démissionnaire. — In place of Mr. Jean Meunier, resigner.

Québec, le 26 avril 1961.

Le Président général des élections,

57455-o

FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, April 26, 1961.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,

Chief Returning Officer.

57455-o

Sièges sociaux

Head Offices

La Corporation des Pères Eudistes
de la Province de Québec

Changement du siège social

Avis est donné par les présentes que « La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec », a transféré de Laval-des-Rapides à Lévis son siège social.

Ce transfert fait suite à une décision prise par le conseil de la corporation qui s'est réuni à cette fin le 20 août 1951.

Le 19 avril 1961.

Le Secrétaire,

57406-17-2-o

MOÏSE ARSENAULT, C.J.M.

La Corporation des Pères Eudistes
de la Province de Québec

Change of head office

Notice is hereby given that "La Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec", has transferred from Laval-des-Rapides to Lévis its head office.

This transfer follows a decision by the corporation council which met for this purpose on August 20, 1951.

April 19, 1961.

MOÏSE ARSENAULT, C.J.M.,

Secretary.

57406-17-2

L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval
Dorval Taxpayers AssociationDorval Taxpayers Association
L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 13^e jour de mars 1961, et ayant son siège social en la cité de Dorval, a établi son bureau à 69 Cloverdale, en la cité de Dorval, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Dorval, P.Q., 23 mars 1961.

Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval,

Par Le Président,

57462

G. A. DE GAGNÉ.

Notice is hereby given that the « Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval », incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 13th day of March, 1961, and having its head office in the city of Dorval, has established its office at 69 Cloverdale in the city of Dorval in the Province of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the association as being the head office of the association.

Dated at Dorval, P.Q., March 23, 1961.

Dorval Taxpayers Association — L'Association des Payeurs de Taxes de Dorval,

Per: G. A. DE GAGNÉ,

Chairman.

57462-o

Institut Canadien de Psychanalyse
Canadian Institute of PsychoanalysisCanadian Institute of Psychoanalysis
Institut Canadien de Psychanalyse

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Institut Canadien de Psychanalyse » (Canadian Institute of Psychoanalysis) constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 10^e jour de février 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, de Québec, a établi son bureau à 1657 ouest, rue Sherbrooke.

Notice is hereby given that "Canadian Institute of Psychoanalysis (Institut Canadien de Psychanalyse)", incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act on the 10th day of February, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province of Quebec, has established its office at 1657 Sherbrooke Street West.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'avril 1961.

(Sceau)
57463

Le Secrétaire,
J. AUFREITER.

Montreal Land Securities Limited

Avis est par les présentes donné que « Montreal Land Securities Limited », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 2e jour de mars 1961, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 627 ouest, boulevard Dorchester.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 27e jour de mars 1961.

57464

Le Président,
CARL E. MULLER.

Plaza Promotion Ltd

Avis est donné que la compagnie « Plaza Promotion Ltd », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 novembre 1959 et par lettres patentes supplémentaires en date du 8 février 1961 et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 7282 de la rue St-Hubert.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 27 mars 1961.

(Sceau)
57565-o

Le Président,
GÉRARD GÉLINAS.

Crédit Consolidé Inc. Consolidated Credit Inc.

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Crédit Consolidé Inc. — Consolidated Credit Inc. », constituée en corporation selon les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 26 juillet 1960 et ayant son bureau principal dans la cité de Shawinigan, a établi son bureau à 2464 rue St-Marc, cité de Shawinigan, district de Trois-Rivières.

À compter de la date du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Shawinigan, ce 21ième jour d'avril 1961.

(Sceau)
57466-o

Le Président,
F. G. DUFRESNE.

J. B. Holding Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « J. B. Holding Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 16 octobre 1959, et ayant son siège social à 65 rue Ste-Anne, en la cité de Québec, l'a déménagé à 100 Carré d'Youville, chambre 200, en la cité de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Québec, ce 21e jour d'avril 1961.

57473

Le Secrétaire,
YVES PRATTE.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of April, 1961.

(Seal)
57463-o

J. AUFREITER.
Secretary.

Montreal Land Securities Limited

Notice is hereby given that "Montreal Land Securities Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 2nd day of March, 1961, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 627 Dorchester Boulevard West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of March, 1961.

57464-o

CARL E. MULLER,
President.

Plaza Promotion Ltd

Notice is hereby given that the company "Plaza Promotion Ltd", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 3, 1959 and by supplementary letters patent dated February, 8, 1961 and having its head office in Montreal, has established its office at number 7282 St. Hubert St.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Given at Montreal, March 27, 1961.

(Seal)
57465

GÉRARD GÉLINAS,
President.

Consolidated Credit Inc. Crédit Consolidé Inc.

Notice is hereby given that the company "Crédit Consolidé Inc. — Consolidated Credit Inc.", incorporated according to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on July 26, 1960, and having its head office in the city of Shawinigan, has established its office at 2464 St. Marc St., city of Shawinigan, district of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, this office will be considered by the company as being its head office.

Given at Shawinigan, this 21st day of April, 1961.

(Seal)
57466

F. G. DUFRESNE,
President.

J. B. Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that "J. B. Holding Co. Ltd.", incorporated by letters patent issued under the Quebec Companies Act on October 16, 1959, and having its head office at 65 St. Anne Street, in the city of Quebec, has moved it to 100 d'Youville Square, room 200, in the city of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 21st day of April, 1961.

57473-o

YVES PRATTE,
Secretary.

(P.G. 13113-60)

D. D. Millar Company Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « D. D. Millar Company Limited » a été constituée en corporation par lettres patentes, datées du 28 juillet 1960, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où il a présentement établi son bureau à 5065 avenue Western.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 30e jour de mars 1961.

Le Président,
D. D. MILLAR.

57474

(A.G. 13113-60)

D. D. Millar Company Limited

Notice is hereby given that "D. D. Millar Company Limited" was incorporated by letters patent dated July 28, 1960, in virtue of the Quebec Companies Act, with its head office in the city of Montreal, where it has now established its office at 5065 Western Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 30th day of March, 1961.

D. D. MILLAR,
President.

57474-o

(P.G. 13926-57)

**Snowdon Mining and Explorations Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Snowdon Mining and Explorations Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1957 et ayant son bureau principal dans Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 360 ouest de la rue St-Jacques, suite 905, l'a transporté au numéro 4771 de la rue Lacombe.

À compter de la date du présent avis, le bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 12e jour d'avril 1961.

Le Président,
MORTON R. BERMAN.

57475-o

(A.G. 13926-57)

**Snowdon Mining and Explorations Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Snowdon Mining and Explorations Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated December 13, 1957 and having its principal place of business in the city of Montreal where its offices were located until this day at 360 St-James St. West Room 905, has moved them to 4771 Lacombe St.

From the date of the present notice, these offices are considered by the company, as its head-office.

Given in Montreal, this 12th day of April, 1961.

MORTON R. BERMAN,
President

57475-o

One Twenty-Eight Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « One Twenty-Eight Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 5 mai 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à chambre 2000, 507 Place d'Armes, l'a transporté à suite 1015, 635 ouest boulevard Dorchester, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé à Montréal, ce 28e jour d'avril 1961.

Le Secrétaire,
E. W. ROWAT, C.R.

57485-o

One Twenty-Eight Inc.

Notice is hereby given that "One Twenty-Eight Inc.", incorporated by letters patent issued on May 5, 1960, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to-day, at Room 2000, 507 Place d'Armes, has moved it to Suite 1015, 635 Dorchester Boulevard West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated and signed at the city of Montreal, as of the 28th day of April, 1961.

E. W. ROWAT, Q.C.,
Secretary.

57485-o

B. L. R. Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « B. L. R. Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 janvier 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10,245 rue Clark.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19e jour d'avril 1961.

Le Président,
CARMINE ROSSI.

57508-o

B. L. R. Construction Inc.

Notice is hereby given that "B. L. R. Construction Inc.", incorporated by letters patent dated January 30, 1961, and having its head-office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 10,245 Clark street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 19th day of April, 1961.

CARMINE ROSSI,
President.

57508-o

De Grasse Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « De Grasse Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 août 1960, et ayant son bureau principal dans Sept Îles,

De Grasse Construction Inc.

Notice is hereby given that "De Grasse Construction Inc.", incorporated by letters patent dated August 31, 1960 and having its head-office in Seven Island, district of Saguenay,

district de Saguenay, a établi son bureau sur la rue Arnault.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16e jour de novembre 1960.

57509-o *Le Président,*
ANDRÉ DUQUETTE.

Perlan Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Perlan Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 1er jour de septembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau au 163 est, rue Bellechasse, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, le 1er jour de septembre 1960.

57510 *Le Secrétaire,*
I. GROSSMAN.

Corwain Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Corwain Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour d'août 1960, a établi son siège social à 5127 avenue Clanranald, Montréal.

Montréal, 1er mai 1961.

57511 *Le Secrétaire-trésorier,*
I. J. WAINER.

Perron & Fils Limitée

Avis est donné que « Perron & Fils Limitée », constituée en corporation le 26e jour de novembre 1947 et ayant son bureau principal à 4 est, rue Notre-Dame à Montréal, a transporté ledit bureau principal à 2478, rue Prieur à Montréal.

À compter de la date de la parution du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, la compagnie considérera la nouvelle adresse comme étant celle de son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2e jour de mai 1961.

57512-o *Le Procureur de la Compagnie,*
(Signé) PIERRE BERNIER.

Soumissions

Cité de Beauharnois
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Isidore Daoust, greffier, Hôtel de Ville, Beauharnois, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mai 1961, pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque

nay, has established its office on Arnaud street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1960.

57509-o *ANDRÉ DUQUETTE,*
President.

Perlan Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Perlan Co. Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 1st day of September, 1960, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 163 Bellechasse Street East, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 1st day of September, 1960.

57510 *I. GROSSMAN,*
Secretary.

Corwain Ltd.

Notice is hereby given that "Corwain Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 23rd day of August, 1960, has established its head office at 5127 Clanranald Ave., Montreal.

Montreal, May 1, 1961.

57511 *I. J. WAINER,*
Secretary-Treasurer.

Perron & Fils Limitée

Notice is given that "Perron & Fils Limitée", incorporated the 26th day of November, 1947, and having its head office at 4 Notre-Dame street east, Montreal, has moved the said head office to 2478 Prieur street, Montreal.

From and after the date of the publication of this notices in the *Quebec Official Gazette*, the company will consider the new address as being that of its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of May, 1961.

57512 *(Signed) PIERRE BERNIER,*
Attorney for the Company.

Tenders

City of Beauharnois
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Isidore Daoust, city clerk, City Hall, Beauharnois, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, May 23, 1961, for the purchase of an issue of \$40,000 of bonds for the city of Beauharnois, county of Beauharnois, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest

année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

4ème tranche de \$40,000 sur le règlement No 226 au total de \$910,000 — travaux de voirie, achat d'équipement, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$40,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1962	\$1,000
1er juin 1963	1,000
1er juin 1964	1,000
1er juin 1965	1,500
1er juin 1966	1,500
1er juin 1967	1,500
1er juin 1968	1,500
1er juin 1969	1,500
1er juin 1970	1,500
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	2,000
1er juin 1974	2,000
1er juin 1975	2,500
1er juin 1976	2,500
1er juin 1977	2,500
1er juin 1978	3,000
1er juin 1979	3,000
1er juin 1980	3,000
1er juin 1981	3,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 mai 1961 à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois, (Comté de Beauharnois), ce 27 avril 1961.

Le Greffier,
ISAÏE DAoust.

Hôtel de Ville,

Beauharnois, (Beauharnois), P.Q.

Téléphone: COrrvette 8-3131.

57486-0

Cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87 rue

may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

4th instalment of \$40,000 on by-law No. 226 of a total amount of \$910,000 — roadwork, purchase of equipment, work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$40,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1962	\$1,000
June 1, 1963	1,000
June 1, 1964	1,000
June 1, 1965	1,500
June 1, 1966	1,500
June 1, 1967	1,500
June 1, 1968	1,500
June 1, 1969	1,500
June 1, 1970	1,500
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	2,000
June 1, 1974	2,000
June 1, 1975	2,500
June 1, 1976	2,500
June 1, 1977	2,500
June 1, 1978	3,000
June 1, 1979	3,000
June 1, 1980	3,000
June 1, 1981	3,500

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois, county of Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 23, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, Beauharnois.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois, (County of Beauharnois), April 27, 1961.

ISAÏE DAoust,
City Clerk.

City Hall,

Beauharnois, (Beauharnois), P.Q.

Téléphone: COrrvette 8-3131.

57486

City of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, city-clerk, City Hall, 87 Main street, Granby,

Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mai 1961, pour l'achat de \$118,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 353, tel que modifié — travaux d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$118,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1962.....	\$3,000
1er juin 1963.....	3,500
1er juin 1964.....	3,500
1er juin 1965.....	4,000
1er juin 1966.....	4,000
1er juin 1967.....	4,500
1er juin 1968.....	4,500
1er juin 1969.....	5,000
1er juin 1970.....	5,000
1er juin 1971.....	5,500
1er juin 1972.....	6,000
1er juin 1973.....	6,000
1er juin 1974.....	6,500
1er juin 1975.....	7,000
1er juin 1976.....	7,500
1er juin 1977.....	7,500
1er juin 1978.....	8,000
1er juin 1979.....	8,500
1er juin 1980.....	9,000
1er juin 1981.....	9,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 1er mai 1961.

Le Greffier,

DONAT BROSSEAU.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 37,
87 rue Principale,
Granby, (Shefford), P.Q.
Téléphone: FR-2-2862.

57487-0

county of Shefford, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, May 23, 1961, for the purchase of an issue of \$118,000 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 353, as modified — aqueduct and sewer works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$118,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1962.....	\$3,000
June 1, 1963.....	3,500
June 1, 1964.....	3,500
June 1, 1965.....	4,000
June 1, 1966.....	4,000
June 1, 1967.....	4,500
June 1, 1968.....	4,500
June 1, 1969.....	5,000
June 1, 1970.....	5,000
June 1, 1971.....	5,500
June 1, 1972.....	6,000
June 1, 1973.....	6,000
June 1, 1974.....	6,500
June 1, 1975.....	7,000
June 1, 1976.....	7,500
June 1, 1977.....	7,500
June 1, 1978.....	8,000
June 1, 1979.....	8,500
June 1, 1980.....	9,000
June 1, 1981.....	9,500

Please note that tenders are called for twenty year terms only and that tenders for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 23, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at City Hall, 87 Main street, Granby, county of Shefford.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), May 1, 1961.

DONAT BROSSEAU,

City-clerk.

Postal address:

City Hall, P.O. Box 37,
87 Main street,
Granby, (Shefford), P.Q.
Telephone: FR-2-2862.

57487

Ville de Maniwaki
Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Grondin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 106 rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mai 1961, pour l'achat de \$64,000 d'obligations de la ville de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 192 — \$8,000, travaux d'aqueduc; 196 — \$47,000, travaux d'égouts; et 197 — \$9,000, travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$64,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1962.....	\$2,500
1er juin 1963.....	2,500
1er juin 1964.....	3,000
1er juin 1965.....	3,500
1er juin 1966.....	3,500
1er juin 1967.....	3,500
1er juin 1968.....	4,000
1er juin 1969.....	4,000
1er juin 1970.....	4,500
1er juin 1971.....	5,000
1er juin 1972.....	5,000
1er juin 1973.....	5,500
1er juin 1974.....	5,500
1er juin 1975.....	6,000
1er juin 1976.....	6,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à quinze ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la Banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 106 rue Notre-Dame, Maniwaki, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 27 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier;
LÉOPOLD GRONDIN.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 59,
106 rue Notre-Dame,
Maniwaki, (Gatineau), P.Q.
Téléphone: 182.

57488-0

Town of Maniwaki
County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léopold Grondin, secretary-treasurer, City Hall, 106 Notre-Dame St., Maniwaki, county of Gatineau, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, May 23, 1961, for purchase of an issue of \$64,000 of bonds for the Town of Maniwaki, county of Gatineau, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1, and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 192 — \$8,000, works on aqueduct; 196 — \$47,000, works on sewers; and 197 — \$9,000, road works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$64,000 — 15 years

Year	Capital
June 1, 1962.....	\$2,500
June 1, 1963.....	2,500
June 1, 1964.....	3,000
June 1, 1965.....	3,500
June 1, 1966.....	3,500
June 1, 1967.....	3,500
June 1, 1968.....	4,000
June 1, 1969.....	4,000
June 1, 1970.....	4,500
June 1, 1971.....	5,000
June 1, 1972.....	5,000
June 1, 1973.....	5,500
June 1, 1974.....	5,500
June 1, 1975.....	6,000
June 1, 1976.....	6,000

Please note that tenders are called for fifteen years terms only and that tenders for short term bonds shall not be considered.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 23, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 106 Notre-Dame St., Maniwaki, county of Gatineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), April 27, 1961.

LÉOPOLD GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: City Hall, P.O.B. 59,
106 Notre-Dame St.,
Maniwaki, (Gatineau), P.Q.
Telephone: 182.

57488

Ville de Gatineau
Comité de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Racicot, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 280 Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1961, pour l'achat de \$306,000 d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 188 — \$26,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 189 — \$27,000, aménagement d'un parc municipal; 192 — \$208,000, construction de trottoirs et travaux de voirie; et 196 — \$45,000, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compte du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$306,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1962	\$ 4,500
1er juin 1963	6,500
1er juin 1964	6,500
1er juin 1965	6,500
1er juin 1966	7,000
1er juin 1967	7,000
1er juin 1968	7,000
1er juin 1969	8,000
1er juin 1970	8,000
1er juin 1971	8,500
1er juin 1972	9,500
1er juin 1973	10,500
1er juin 1974	11,000
1er juin 1975	11,000
1er juin 1976	12,000
1er juin 1977	13,000
1er juin 1978	13,000
1er juin 1979	14,500
1er juin 1980	15,000
1er juin 1981	127,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de ville, 280 Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau.

Town of Gatineau
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Normand Racicot, secretary-treasurer, City Hall, 280 Maloney Blvd., Gatineau, County of Papineau, until 8:00 o'clock p.m. on Wednesday, May 24, 1961, for the purchase of an issue of \$306,000 of bonds for the Town of Gatineau, county of Papineau, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962, to June 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 188 — \$26,000, works on aqueduct and sewers; 189 — \$27,000, installation of a municipal Park; 192 — \$208,000, construction of sidewalks and road works; and 196 — \$45,000, works on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$306,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1962	\$ 4,500
June 1, 1963	6,500
June 1, 1964	6,500
June 1, 1965	6,500
June 1, 1966	7,000
June 1, 1967	7,000
June 1, 1968	7,000
June 1, 1969	8,000
June 1, 1970	8,000
June 1, 1971	8,500
June 1, 1972	9,500
June 1, 1973	10,500
June 1, 1974	11,000
June 1, 1975	11,000
June 1, 1976	12,000
June 1, 1977	13,000
June 1, 1978	13,000
June 1, 1979	14,500
June 1, 1980	15,000
June 1, 1981	127,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gatineau, County of Papineau.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure and at the main office of the said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 24, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 280 Maloney Blvd., Gatineau, County of Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Gatineau, (Comté de Papineau), ce 2 mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
NORMAND RACICOT.

Hôtel de Ville,
280 Boulevard Maloney,
Gatineau, (Papineau), P.Q.
Téléphone: MO 3-5371.

57517-o

**Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de la ville d'Isle Maligne**
Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Antonio Tremblay, secrétaire-trésorier, École Ste-Marie Isle-Maligne, comté de Lac St-Jean, jusqu'à 7 heures du soir, lundi, le 22 mai 1961, pour l'achat de \$230,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Isle Maligne, comté de Lac St-Jean, datées du 1er mai 1961 et remboursables par séries du 1er mai 1962 au 1er mai 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 24 mars 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire dans l'arrondissement No 4.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$230,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1962	\$ 6,500
1er mai 1963	7,000
1er mai 1964	7,500
1er mai 1965	8,000
1er mai 1966	8,000
1er mai 1967	8,500
1er mai 1968	9,000
1er mai 1969	9,500
1er mai 1970	10,000
1er mai 1971	10,500
1er mai 1972	11,500
1er mai 1973	12,000
1er mai 1974	12,500
1er mai 1975	13,000
1er mai 1976	14,000
1er mai 1977	14,500
1er mai 1978	15,500
1er mai 1979	16,500
1er mai 1980	17,500
1er mai 1981	18,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Isle Maligne, comté de Lac St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau), May 2, 1961.

NORMAND RACICOT,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
280 Maloney Blvd.,
Gatineau, (Papineau), P.Q.
Telephone: MO 3-5371.

57517

**The school commissioners for the
municipality of the town of Isle Maligne**
County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Antonio Tremblay, Secretary-Treasurer, Ste-Marie school, Isle Maligne, county of Lake St. John, until 7:00 o'clock p.m. Monday, May 22, 1961, for the purchase of an issue of \$230,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Isle Maligne, county of Lake St. John, dated May 1, 1961, and redeemable serially from May 1, 1962 to May 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 24, 1961, as modified — construction of an elementary school in district No. 4.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$230,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1962	\$ 6,500
May 1, 1963	7,000
May 1, 1964	7,500
May 1, 1965	8,000
May 1, 1966	8,000
May 1, 1967	8,500
May 1, 1968	9,000
May 1, 1969	9,500
May 1, 1970	10,000
May 1, 1971	10,500
May 1, 1972	11,500
May 1, 1973	12,000
May 1, 1974	12,500
May 1, 1975	13,000
May 1, 1976	14,000
May 1, 1977	14,500
May 1, 1978	15,500
May 1, 1979	16,500
May 1, 1980	17,500
May 1, 1981	18,500

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Isle Maligne, county of Lake St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 mai 1961, à 7 heures du soir, en l'École Ste-Marie, Isle Maligne, comté de Lac St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Isle Maligne, (Comté de Lac St-Jean), ce 2 mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTONIO TREMBLAY.

Adresse postale:

École Ste-Marie, C.P. 40,
Isle Maligne, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: NO-2-3014.

57518-0

Ville de Loretteville
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le scussigné Paul-A. Cantin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 236 rue Racine, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1961, pour l'achat de \$229,000 d'obligations de la ville de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 369 — \$225,000, consolidation de l'excédent des dépenses prévues sur divers règlements antérieurs, travaux de parachèvement à l'hôtel de ville et refinancement de certaines échéances; et 363 — \$4,000, acquisition de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$229,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1962.....	\$ 6,000
1er juin 1963.....	6,500
1er juin 1964.....	7,500
1er juin 1965.....	8,000
1er juin 1966.....	8,000
1er juin 1967.....	8,500
1er juin 1968.....	9,000
1er juin 1969.....	9,500
1er juin 1970.....	10,500
1er juin 1971.....	11,000
1er juin 1972.....	11,000
1er juin 1973.....	11,500
1er juin 1974.....	12,500
1er juin 1975.....	13,000
1er juin 1976.....	14,000
1er juin 1977.....	14,500
1er juin 1978.....	15,500
1er juin 1979.....	16,500
1er juin 1980.....	17,500
1er juin 1981.....	18,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 22, 1961, at 7:00 o'clock p.m., at the Ste-Marie school, Isle Maligne, county of Lake St. John.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Isle Maligne, (County of Lake St. John), May 2, 1961.

ANTONIO TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Postal address:

Ste-Marie school, P.O. Box 40,
Isle Maligne, (Lake St. John), P.Q.
Telephone: NO-2-3014.

57518

Town of Loretteville
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-A. Cantin, secretary-treasurer, town Hall, 236 Racine St., Loretteville, county of Quebec, until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, May 24, 1961, for the purchase of an issue of \$229,000 of bonds for the town of Loretteville, county of Quebec, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually of June 1 and December 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: 369 — \$225,000, consolidation of the exceeding expenses provided for by various prior by-laws, works of completion at the Town Hall, and refinancing of certain maturities; and 363 — \$4,000, purchase of lands.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$229,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1962.....	\$ 6,000
June 1, 1963.....	6,500
June 1, 1964.....	7,500
June 1, 1965.....	8,000
June 1, 1966.....	8,000
June 1, 1967.....	8,500
June 1, 1968.....	9,000
June 1, 1969.....	9,500
June 1, 1970.....	10,500
June 1, 1971.....	11,000
June 1, 1972.....	11,000
June 1, 1973.....	11,500
June 1, 1974.....	12,500
June 1, 1975.....	13,000
June 1, 1976.....	14,000
June 1, 1977.....	14,500
June 1, 1978.....	15,500
June 1, 1979.....	16,500
June 1, 1980.....	17,500
June 1, 1981.....	18,500

Please note that tenders are called for twenty years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any,

chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 mai 1961, à 7.30 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 236 rue Racine, Loretteville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 3 mai 1961.

Le Secrétaire-Trésorier,
PAUL-A. CANTIN.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 9, 236, rue Racine,
Loretteville, (Québec), P.Q.

Téléphone: 842-1921.

57519-0

Village de Thurso

Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné R. Pelletier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Thurso, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 24 mai 1961, pour l'achat de \$20,000 d'obligations du village de Thurso, comté de Papineau, datées du 1er juin 1961 et remboursables par séries du 1er juin 1962 au 1er juin 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieure à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 188 — travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$20,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1962	\$1,000
1er juin 1963	1,000
1er juin 1964	1,000
1er juin 1965	1,000
1er juin 1966	1,000
1er juin 1967	1,000
1er juin 1968	1,000
1er juin 1969	1,500
1er juin 1970	1,500
1er juin 1971	1,500
1er juin 1972	1,500
1er juin 1973	1,500
1er juin 1974	1,500
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	2,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à quinze ans seulement, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque

by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure and at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 24, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 236 Racine St., Loretteville, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec), May 3, 1961.

PAUL-A. CANTIN,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall, P.O.B. 9,

236 Racine St.,

Loretteville, (Quebec), P.Q.

Telephone: 842-1921.

57519

Village of Thurso

County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. Pelletier, secretary-treasurer, village Hall, Thurso, county of Papineau, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, May 24, 1961, for the purchase of an issue of \$20,000 of bonds for the village of Thurso, county of Papineau, dated June 1, 1961, and redeemable serially from June 1, 1962 to June 1, 1976, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 188 — aqueduct, sewer and road works.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$20,000 — 15 years

Year	Capital
June 1, 1962	\$1,000
June 1, 1963	1,000
June 1, 1964	1,000
June 1, 1965	1,000
June 1, 1966	1,000
June 1, 1967	1,000
June 1, 1968	1,000
June 1, 1969	1,500
June 1, 1970	1,500
June 1, 1971	1,500
June 1, 1972	1,500
June 1, 1973	1,500
June 1, 1974	1,500
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	2,000

Please note that tenders are called for fifteen-year terms only and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any,

visé, payable au pair à Thurso, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 24 mai 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Thurso, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thurso, (Comté de Papineau), ce 2 mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

R. PELLETIER.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 72,

Thurso, (Papineau), P.Q.

Téléphone: YUkon 5-2701.

57520-0

by certified cheque payable at par at Thurso, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 24, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Village Hall, Thurso, county of Papineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thurso, (County of Papineau), May 2, 1961.

R. PELLETIER,

Secretary-Treasurer.

Postal address:

Village Hall, P.O. Box 72,

Thurso, (Papineau), P.Q.

Telephone: YUkon 5-2701.

57520

Ventes pour taxes

La Municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque

Avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque que les propriétés ci-après désignées, seront vendues à l'enchère, dans la salle du conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, Que., MERCREDI, le VINGT-QUATRE MAI 1961, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes scolaires et municipales avec intérêt et les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses se soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

The Protestant School Municipality of Val d'Or-Bourlamaque

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the protestant school municipality of Val d'Or-Bourlamaque, that the properties hereinafter described shall be sold by public auction in the council chamber, City Hall, Val d'Or, Que. on WEDNESDAY, MAY TWENTY-FOUR, 1961 at TEN o'clock in the forenoon, in payment of school and municipal taxes due, with interest plus costs subsequently incurred, unless said taxes, interest and expenditures are paid prior to the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes scolaires school taxes	Taxes municip. Municipal taxes	Intérêts et frais Interest and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamchuk . . .	Subdivision 64 du bloc 14 canton Bourlamaque (14-64) — Subdivision 64, Block 14 Bourlamaque township (14-64)	\$3,265.50	\$3,205.61	\$ 447.41	\$5,918.52
M.-Mr. Nick Yamchuk	Subdivision 74 du bloc 14 canton Bourlamaque (14-74) — Subdivision 74, Block 14 Bourlamaque township (14-74)	463.40	441.07	80.98	985.45
Mme-Mrs. A. M. Yamchuk	Subdivision 58½ du bloc 34 canton Bourlamaque (34-58½) — Subdivision 58½, Block 34 Bourlamaque township (34-58½)	96.60	247.07	40.33	384.00
Mme-Mrs. J. Cybulko	Subdivision 136 du bloc 34 canton Bourlamaque (34-136) — Subdivision 136, Block 34, Bourlamaque township (34-136)	156.80		36.00	192.80
Mme-Mrs J. Cybulko	Subdivision 137 du bloc 34 canton Bourlamaque (34-137) — Subdivision 137, Block 34, Bourlamaque-township (34-137)	114.80		32.20	147.00

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, sujette à la réserve des droits miniers.

Le prix d'adjudication de ces immeubles seront payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Que., ce vingt-quatre avril, mil neuf cent soixante et un.

La Secrétaire-trésorière,

(Mme) HELGA BREWER.

57424-17-2-0

The sale of the above described immovables is made subject to reserve of mining rights.

The purchase price of the said immovables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Que., on April, twenty-four, nineteen hundred and sixty-one.

(Mrs.) HELGA BREWER,

Secretary-Treasurer.

57424-17-2-0

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le QUATORZE JUIN 1961 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité d'Irlande Sud

Le lot No 33, rang 1, du cadastre officiel du canton d'Irlande, superficie 50 acres.

Connu comme appartenant à Adélard Boissonnault. Taxes dues \$23.50.

Municipalité de Laurierville

Un terrain connu comme étant partie du lot No 265 du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, mesurant 50 pieds par 100 pieds, mesure anglaise, borné au sud-est, par le chemin du 7ième rang, au nord-est par Jean-Paul et Laurent Bergeron et des autres côtés par Marie-Anne Gingras.

Connu comme appartenant à Rolland Bergeron. Taxes dues \$22.45.

Municipalité de Ste-Anastasia

a) La partie sud-ouest du lot No 2 et la partie nord-est du lot No 3, du sixième rang, du cadastre officiel du canton de Nelson, superficie 210 acres.

b) Une partie du lot No 13-A, du sixième rang, du susdit cadastre, bornée au nord-ouest par le 5ième rang pour une partie et pour l'autre partie par la route No 5, au nord-est par le lot No 12 dudit rang, au sud-est par Dame Paul Granville et par les emplacements portant les Nos 6, 7 et 8, subdivisions dudit lot No 13-A, et par Honorius Thibault, au sud-ouest par la rivière Perdrix et Mlle Corinne Côté et Vianney Bisson, et Téléphore Boissonnault et Théotime Landry, telle que clôturée et visiblement délimitée, avec droit de passage sur le lot No 13-A-9 dudit rang, suivant titre antécédent.

Le tout connu comme appartenant à Lionel Rousseau. Taxes dues: \$208.50.

Inverness, le 26 avril, 1961.

*Le Secrétaire-trésorier de la Corporation
du comté de Mégantic,*

57497-18-2-o

RENÉ CHEVRIER.

Municipalité du canton de Delisle

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept avril 1961 a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Canton Delisle, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel de ville de St-Coeur-de-Marie, LUNDI, le VINGT-NEUF MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes et les charges d'aqueduc devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1959 auront été payées avant le moment de la vente.

Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public-auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the FOURTEENTH of JUNE 1961 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Ireland South

Lot No. 33, range 1, of the official cadastre of the township of Ireland, superficies 50 acres.

Known as belonging to Adélard Boissonnault. Taxes due: \$23.50.

Municipality of Laurierville

A piece of land known as being part of lot No. 265 of the official cadastre of the township of Somerset-North, measuring 50 feet by 100 feet, English measure, bounded to the south-east by the road of the 7th range, to the north-east by Jean-Paul and Laurent Bergeron and on the other sides by Marie-Anne Gingras.

Known as belonging to Rolland Bergeron. Taxes due: \$22.45.

Municipality of Ste-Anastasia

a) The south-west part of lot No. 2 and the north-east part of lot No. 3, of the sixth range, of the official cadastre of the township of Nelson. Superficies 210 acres.

b) A part of the lot No. 13-A, sixth range, of the same cadastre, bounded to the north-west by the 5th range for a part and for the other part by the highway No. 5, to the north-east by the lot No. 12 of the said range, to the south-east by Mrs. Paul Granville and by the emplacements bearing the lots Nos. 6, 7 and 8, subdivisions of the said lot No. 13-A, and by Honorius Thibault, to the south-west by the river Perdrix and Miss Corinne Côté and Vianney Bisson, and Téléphore Boissonnault and Théotime Landry, as fenced, with a right of way on the lot No. 13-A-9 of the said range, as per titles.

The whole known as belonging to Lionel Rousseau. Taxes due: \$208.50.

Inverness, April 26, 1961.

*RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer of the Corporation of the
County of Mégantic.*

Municipality of the township of Delisle

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by an Order dated April twenty-seventh, 1961, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designed to satisfy the payment of arrears in taxes due to the municipal corporation of the township of Delisle, with interest and costs, and that, therefore, the said immoveables will be sold by public auction in the Council Chamber, in the City Hall of St-Coeur-de-Marie, on MONDAY, MAY TWENTY-NINTH, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which taxes and aqueduct charges due on or before December 31, 1959 will have been paid before the sale, will be excluded from the sale.

1. Almas Desbiens.— Le lot 12, rang 2, sauf à distraire:

a) les terrains vendus à Delphis Roy, Wellie Desbiens et Louis-Arthur Côté, suivant leurs titres respectivement enregistrés à la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est sous les numéros 58,145, 68,375 et 71,529;

b) le terrain vendu à Saguenay Power Company et les servitudes concédées à la compagnie Électrique du Saguenay et à la compagnie du Téléphone Bell du Canada, suivant actes dûment enregistrés.

2. Vincent Larouche.— Un terrain mesurant 100 pieds de tous les côtés, faisant partie du lot 44-A, rang 3, borné: au sud, à la route régionale, et des autres côtés au terrain de Arthur Larouche ou représentants.

3. Joseph Fortin.— a) Le juste quart est du lot 5, rang 4, borné: au nord, au chemin public entre les rangs 4 et 5; à l'ouest, aux trois-quarts ouest du lot 5; à l'est, à la ligne de division des lots 4 et 5 et au sud au chemin divisant les rangs 3 et 4;

b) Le lot 4, rang 4.

Sauf à distraire de ces lots ou parties de lots les servitudes concédées à la compagnie Électrique du Saguenay et à Aluminum Company of Canada, suivant actes enregistrés.

4. Succession Onésime Martel.— Une lisière de terrain de forme rectangulaire prise à même le lot 3, rang 2, située au centre dudit lot et décrite comme suit: commençant à l'intersection de la ligne de division des lots 2 et 3 du rang 2 d'avec la ligne centrale de la voie ferrée; de là, dans une direction nord-ouest en suivant la ligne centrale de la voie ferrée, une distance de 2,000 pieds plus ou moins jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots 3 et 4, avec une largeur uniforme de 100 pieds, 50 pieds au nord-est et 50 pieds au sud-ouest, mesurée perpendiculairement à la ligne centrale de la voie ferrée. Cette lisière de terrain compte une superficie de 5.95 acres, plus ou moins, mesure anglaise. Ce terrain est borné comme suit: au nord-est et au sud-ouest, par le résidu des lots 2 et 3; au sud-est par le lot 2; au nord-ouest par le lot 4.

Tous les lots — ou parties de lots — ci-dessus mentionnés sont du cadastre de Canton Delisle.

Ils seront vendus avec toutes les bâtisses dessus construites, s'il y en a, et sujets à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera, en outre, sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Coeur-de-Marie, ce 25 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

NOËL DUFOUR.

57521-18-2-o

Village de St-Coeur-de-Marie

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept avril 1961, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du village de St-Coeur-de-Marie, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-ville de St-Coeur-de-Marie, LUNDI, le

1. Almas Desbiens.— Lot 12, range, 2 save to be withdrawn are:

a) the lots of land sold to Delphis Roy, Wellie Desbiens and Louis-Arthur Côté, according to their respective deeds registered at the registry division of Lake St. John East, under the numbers 58,145, 68,375 and 71,529;

b) the land sold to Saguenay Power Company and the servitudes ceded to the Saguenay Electric Company and the Bell Telephone Company of Canada, according to the deeds duly registered.

2. Vincent Larouche.— A lot of land measuring 100 feet on all sides, forming part of lot 44-A, range 3, bounded: on the south, by the regional highway, and on the other sides by the land belonging to Arthur Larouche or representatives.

3. Joseph Fortin.— a) The exact east quarter of lot 5, range 4, bounded: on the north, by the public road between ranges 4 and 5; on the west by three-quarters west of lot 5; on the east by the division line between lots 4 and 5, and on the south by the road dividing ranges 3 and 4;

b) Lot 4, range 4.

Save to be withdrawn from these lots or parts of lots, are the servitudes ceded to the Saguenay Electric Company and to the Aluminum Company of Canada, according to registered deeds.

4. Estate of Onésime Martel.— A strip of land rectangular in shape, taken from lot 3, range 2, situated in the center of said lot, and described as follows: beginning at the intersection of the line dividing lots 2 and 3 on range 2 with the center-line of the railroad, thence, in a northwesterly direction, along the center line of the railroad to a distance of 2,000 feet, more or less, as far as its intersection with the division line between lots 3 and 4, with a uniform width of 100 feet, 50 feet on the northeast and 50 feet on the southwest, measured perpendicularly to the center-line of the railroad. This strip of land has an area of 5.95 acres, more or less, English measure. Said land is bounded as follows: on the northeast and on the southwest by the remainder of lots 2 and 3; on the southeast by lot 2; on the northwest by lot 4.

All the lots or parts of lots mentioned above are in the cadaster of the township of Delisle.

They will be sold with all the buildings thereon constructed, if there are any, and are subject to all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent, which might affect them.

The adjudication price of each of these moveables is payable immediately.

The sale will be, moreover, subject to the right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Coeur-de-Marie, on April 25, 1961.

NOËL DUFOUR,

Secretary-Treasurer.

57521-18-2

Village of St-Coeur-de-Marie

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by an Order dated April twenty-seventh, 1961, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the moveables hereinafter designated to satisfy the payment of arrears in taxes due to the municipal corporation of the village of St-Coeur-de-Marie, with interest and costs, and that, therefore, the said moveables will be sold by public auction in the Council Chamber, in the Town Hall of St-Coeur-de-Marie, on MONDAY, MAY

VINGT-NEUF MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenus exigibles le ou avant le 31 décembre 1959 auront été payées avant le moment de la vente.

1° Adrien Fleury: le lot 24-13, rang 2.

2° Madame Amédée Dorval: les lots 27-A-11 et 27-A-12, 27-C-1, 27-D-1 et 27-E-3, rang 3.

3° René Larouche « John »: le lot 26-B-16, rang 3.

4° Charles Ed. Gagné: le lot 26-A-10, rang 3.

5° Jean-Paul Larouche: le lot 25-54, rang 3.

Tous les lots ci-dessus mentionnés sont du cadastre du village de St-Coeur-de-Marie.

Ils seront vendus avec toutes les bâtisses dessus construites, s'il y en a, et sujets à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera, en outre, sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Coeur-de-Marie, ce 25 avril 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

NOËL DUFOUR.

57523-18-2-o

TWENTY-NINTH, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Moreover, the immovables on which municipal taxes which became due on or before December 31, 1959 will have been paid before the sale, will be excluded from the sale.

1. Adrien Fleury: The lot 24-13, range 2.

2. Mrs. Amédée Dorval: lots 27-A-11 and 27-A-12, 27-C-1, 27-D-1 and 27-E-3, range 3.

3. René Larouche "John": lot 26-B-16, range 3.

4. Charles Ed. Gagné: Lot 26-A-10, range 3.

5. Jean-Paul Larouche: lot 25-54, range 3.

All the lots mentioned above are in the cadastre of the village of St-Coeur-de-Marie.

They will be sold with all the buildings thereon constructed, if there are any, and are subject to the servitudes, active or passive, apparent or unapparent, which might affect them.

The adjudication price of each of these immovables is payable immediately.

The sale will be, moreover, subject to the right of withdrawal and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Coeur-de-Marie, on April 25, 1961.

NOËL DUFOUR,

Secretary-Treasurer.

57523-18-2

Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HULL

Canada — Province of Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { LAURENT BISSONNET-
No 8958. { TE, marchand, domicilié à Papineauville, district de Hull, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Bissonnette Frère », demandeur vs RENÉ GAUTHIER, de Val d'Or, district d'Abitibi, défendeur.

1. Une ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (486);

2. Une autre ferme connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-sept (487), avec bâtisses y érigées.

3. Une terre à bois connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, comme étant le lot numéro cinq cent trente-six (536).

Pour être vendues, « en bloc », à la porte de l'église Sainte-Angélique, à Papineauville, le DIX-HUITIÈME jour de MAI, 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

57267-15-2-o

Bureau du Shérif,
Hull, le 10 avril, 1961.

Canada — Province of Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { RANDALL'S PAINTS LIMITED, un corps politique et incorporé, ayant son

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, { LAURENT BISSONNET-
No. 8958. { TE, merchant, domiciled at Papineauville, district of Hull, and there carrying on business under the name and firm name of "Bissonnette Frère", plaintiff, vs RENÉ GAUTHIER, of Val d'Or, district of Abitibi, defendant.

1. A farm known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Angélique, as being the lot number four hundred and eighty-six (486);

2. Another farm known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Angélique, as being the lot number four hundred and eighty-seven (487), with buildings thereon erected.

3. A wooded farm known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Angélique, as being the lot number five hundred and thirty-six (536).

To be sold "en bloc", at the door of the church of Sainte-Angélique, in Papineauville, on the EIGHTEENTH day of MAY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff.

57267-15-2

Sheriff's Office,
Hull, April 10, 1961.

Canada — Province of Québec
District of Hull

Superior Court, { RANDALL'S PAINTS LIMITED, a body politic and corporate having its head

siège social et principale place d'affaires en la cité d'Ottawa, en la province d'Ontario, demandeur *vs* JOSEPH LELIÈVRE, de Hull Sud, en les cité et district de Hull, peintre, défendeur.

« La subdivision numéro cent cinquante et un du lot numéro dix-huit « C » (18C-151) du premier rang (R. 1) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, ensemble avec les bâtisses dessus érigées et améliorations qui y ont été faites et tous droits membres et dépendances y appartenant.»

Pour être vendu à la porte de l'église St-Paul, en la ville d'Aylmer, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI, 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Hull, le 10 avril 1961.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
57268-15-2-o

office and principal place of business in the city of Ottawa, in the Province of Ontario, plaintiff, *vs* JOSEPH LELIÈVRE, of South Hull, in the district of Hull, painter, defendant.

"Subdivision number one hundred and fifty-one of lot number eighteen "C" (18C-151) in the first range (R.1) on the official plan and in the book of reference for the township of Hull, together with all buildings thereon erected and improvements thereon made and all rights, members and appurtenances thereunto belonging".

To be sold at the door of the church of St-Paul in the town of Aylmer, on the NINE-TEENTH day of MAY, 1961 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, April 10, 1961.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
57268-15-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { **R**ODOLPHE BOIVIN, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Station de Service Shell, en les ville et district d'Iberville, demandeur, *vs* GAÉTAN LECLERC, résidant actuellement à Sabrevois, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Savoir: « Partie du lot 104 de la subdivision 108, paroisse de St-Jean, avec bâtisses y érigées, sises au 636 St-Jacques, en la cité de St-Jean, district d'Iberville.

Pour être vendu au bureau du Shérif, 105 rue St-Charles, St-Jean, Que. le MERCREDI, DIX-SEPTIÈME jour de MAI, 1961 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, le 11 avril 1961.

Le Shérif,
RICHARD MERCIER.
57265-15-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { **R**ODOLPHE BOIVIN, carrying on business under the name and style of Station de Service Shell, in the town and district of Iberville, plaintiff, *vs* GAÉTAN LECLERC, presently residing at Sabrevois, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant:

To wit: "Part of lot 104 of subdivision 108, parish of St. John, with buildings thereon erected, situated at 636 St-James Street, in the city of St. John, district of Iberville.

To be sold at the office of the Sheriff, 105 St. Charles Street, St. John, Que., on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, 1961 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint-John, April 11, 1961.

RICHARD MERCIER,
Sheriff.
57265-15-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, { **I**NTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corps politique légalement incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demandeur, *contre* ROGER LELIÈVRE, domicilié et résidant à Repentigny, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

a) Un emplacement situé à Repentigny, comté de l'Assomption et composé la subdivision numéro quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-six (46-83) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny;

b) De la re-subdivision numéro deux de la subdivision soixante-trois, de la subdivision officielle du lot originaire quarante-six (46-63-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny. Avec toutes bâtisses dessus construites, notamment celle portant le numéro 53 rue Bellefeuille à Repentigny, tel que le tout se trouve présente-

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, { **I**NTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., body politic legally constituted, having its head place of business in the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *versus* ROGER LELIÈVRE, domiciled and residing at Repentigny, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

a) An emplacement situated at Repentigny, county of l'Assomption and composed of the subdivision number eighty-three of the official subdivision of original lot number forty-six (46-83) in the official plan and book of reference for the parish of Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny;

b) Of the re-subdivision number two of the subdivision sixty-three, of the official subdivision of original lot number forty-six (46-63-2) in the official plan and book of reference for the parish of Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny. With all the buildings thereon constructed, notably the one bearing the number 53 Bellefeuille St., in Repentigny, as the whole is present-

ment, avec servitudes actives et passives attachées à cet emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny, district de Joliette, le JEUDI, DIX-HUITIÈME jour du mois de MAI 1961, à ONZE heures de l'avant-midi:

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Joliette, 7 avril 1961. *ROLAND PERRAULT.*
57223-15-2-o

ly to be found, with the active and passive servitudes attached to said emplacement.

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny, district of Joliette, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of MAY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ** ROLAND PERRAULT,*
Joliette, April 7, 1961. *Sheriff.*
57223-15-2

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { *A* MHERST JOYAL, culti-
No 11925. { vateur demeurant et
résidant à St-Marcel, district
de Richelieu, demandeur, contre DAME RÉ-
JEANNE BOISCLAIR, domiciliée au No 3595
de la rue Ontario, en les cité et district de Mont-
réal, et RENÉ GINGRAS, commerçant dans la
paroisse de St-Ambroise de Kildare, comté de
Joliette, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

« Un terrain emplacement sis et situé en la paroisse de St-Ambroise de Kildare contenant cent cinq pieds de largeur au front et quatre-vingt-six pieds à la profondeur sur une longueur de trois cent vingt-cinq pieds, mesure anglaise, tenant en front au chemin public, en profondeur et du côté nord-est au lot numéro 234 et du côté sud-ouest par le résidu du lot 235 avec les bâtisses y érigées, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Joliette pour la paroisse de St-Ambroise de Kildare comme étant partie du lot numéro deux cent trente-cinq (No P. 235). »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise de Kildare, district de Joliette, le JEUDI, HUITIÈME jour du mois de JUIN 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Joliette, 27 avril 1961. *ROLAND PERRAULT.*
57498-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de St-François

Cour de Magistrat, { *R* OLAND W. RACI-
No 8275. { COT, avocat de la
ville de Coaticook, district
de St-François, demandeur, contre AUBREY
BOYCE, du village de Addison, province d'On-
tario, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

« Partie du lot No deux cent cinq (ptie 205) de la subdivision du lot de cadastre dix-sept (17), dans le cinquième rang du Canton Rawdon, bornée en front par la rue de l'église, en arrière par la propriété de William May, d'un côté par l'église et de l'autre par la propriété de John Lindsay. »

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de la paroisse de Rawdon, district de Joliette, le JEUDI, HUITIÈME jour du mois de JUIN 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Joliette, 1er mai 1961. *ROLAND PERRAULT.*
57501-18-2-o

Canada — Province de Québec
District de St. Hyacinthe

Superior Court, { *A* MHERST JOYAL, far-
No. 11925. { mer, living and residing
at St-Marcel, district of Ri-
chelieu, plaintiff, versus DAME RÉJEANNE
BOISCLAIR, domiciled at No. 3595 Ontario
St., in the city and district of Montreal, and
RENÉ GINGRAS, carrying on business in the
parish of St-Ambroise de Kildare, county of
Joliette, defendants.

As belonging to the defendants:

« An emplacement situated in the parish of St-Ambroise de Kildare, measuring one hundred and five feet in front and eighty-six feet in depth, by a length of three hundred and twenty-five feet, English measure, bordering on the public road, in front, in depth and on the northeast side on lot number 234, and on the southwest side on the remainder of lot 235 with the buildings thereon erected, known and designated in the official plan and book of reference of the registration cadaster of the county of Joliette for the parish of St-Ambroise de Kildare, as being the part of lot number two hundred and thirty-five (P. No. 235). »

To be sold at the door of the parochial church of St-Ambroise de Kildare, district of Joliette, on THURSDAY, the EIGHTH day of the month of JUNE, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ROLAND PERRAULT,*
Joliette, April 27, 1961. *Sheriff.*
57498-18-2

Canada — Province of Quebec
District of St. Francis

Magistrate's Court, { *R* OLAND W. RACI-
No. 8275. { COT, advocate of
the town of Coaticook,
district of St. Francis, plaintiff, versus AUBREY
BOYCE, of the village of Addison, province of
Ontario, defendant.

As belonging to the defendant:

« Part of lot No. two hundred and five (P. 205) of the subdivision of lot of the cadaster seventeen (17), on the fifth range in the township of Rawdon, bounded in front by Church St., in the back by the property of William May, on one side by the church and on the other by the property of John Lindsay. »

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of Rawdon, district of Joliette, on THURSDAY, the EIGHTH day of the month of JUNE, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *ROLAND PERRAULT,*
Joliette, May 1, 1961. *Sheriff.*
57501-18-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { **RÉGINALD OUELLET**,
No 22153. { demandeur *vs* **ÉMILE**
JEAN, défendeur.

« Le lot de terre numéro 34, du rang 7, dans le canton Bédard, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances ».

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Guy, comté de Rimouski, le QUINZIÈME (15) jour de JUIN 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, le 2 mai 1961. 57500-18-2-o
[Première insertion: le 6 mai 1961]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { **RÉGINALD OUELLET**,
No. 22153. { plaintiff, *vs* **ÉMILE**
JEAN, defendant.

"The lot of land number 34, range 7, in the township of Bédard, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of St-Guy, county of Rimouski, on the FIFTEENTH (15) day of JUNE, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *Maurice Morin*,
Rivière-du-Loup, May 2, 1961. 57500-18-2
[First insertion: May 6, 1961]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LA BANQUE DE LA**
No 528871. { **NOUVELLE-ÉCOS-**
SE, demanderesse *vs* **HEC-**
TOR MACKENZIE, défendeur.

« Un emplacement situé dans la ville de Pointe-Claire, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante-cinq (45-53) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire (8,240 pieds carrés) avec bâtisses dessus érigées et particulièrement celle qui porte le numéro civique 183 « Marina Circle », avec les servitudes actives et passives en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada. La propriété d'Hector MacKenzie. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de JUIN 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
L.-P. CAISSE.
Montréal, 2 mai 1961. 57529-18-2

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat-District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LES COMMISSAIRES**
No 603425. { **D'ÉCOLES POUR**
LA MUNICIPALITÉ DE
LA CITÉ D'OUTREMONT, demanderesse, *vs*
J. J. TOUSIGNANT, défendeur, et **ISIDORE**
COUPAL, es-qual. mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur.

1o « Un emplacement situé en la cité de Montréal, rue Édouard-Charles, composé de deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cent dix-sept et cent dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro douze (12-2-117 et 118) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant respectivement vingt-six pieds et quatre pouces et vingt-six pieds et cinq pouces de largeur sur soixante-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 383 et 385 de ladite rue Édouard-Charles, en la cité de Montréal, dont les murs nord-est sont mitoyens. »

2o « Un emplacement situé en la cité de Montréal, rue Édouard-Charles, connu et désigné sous

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE BANK OF NOVA**
No. 528871. { **SCOTIA**, plaintiff, *vs*
HECTOR MACKENZIE,
defendant.

"An emplacement situe in the town of Pointe-Claire, known and designated as lot number fifty-three of the official subdivision of the original lot number forty-five (45-53) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire (8,240 square feet) with buildings thereon erected and specially the one bearing civic number 183 Marina Circle, with active and passive servitudes in favour of the Bell Telephone Co. of Canada. The property of Hector MacKenzie."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *L.-P. CAISSE*,
Montreal, May 2, 1961. 57529-18-2-o

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court-District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE SCHOOL COM-**
No. 603425. { **MISSIONERS FOR**
THE MUNICIPALITY
OF THE CITY OF OUTREMONT, plaintiff,
vs **J. J. TOUSIGNANT**, defendant, and **ISI-**
DORE COUPAL, es-qual., mis-en-cause.

As belonging to the said defendant.

1. "An emplacement situated in the city of Montreal, Édouard-Charles St., composed of two lots of land known and designated under the numbers one hundred and seventeen and one hundred and eighteen of the subdivision of original lot number twelve (12-2-117 and 118) in the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring, respectively, twenty-six feet and four inches and twenty-six feet and five inches in width by sixty-nine feet in depth, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 383 and 385 said Édouard-Charles St., in the city of Montreal, the north-east walls of which are common."

2. "An emplacement situated in the city of Montreal, Édouard-Charles St., known and

e numéro cent seize de la subdivision officielle du lot numéro deux de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro douze (12-2-116) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-six pieds et cinq pouces de largeur sur soixante-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites, notamment une maison de brique, à trois étages, portant le numéro civique 387 de la rue Édouard-Charles, dont les murs nord-est et sud-ouest sont mitoyens. »

3o « Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Édouard-Charles, connu et désigné sous le numéro cent quinze de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro douze (12-2-115) desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, mesurant vingt-six pieds et quatre pouce suivant le cadastre et vingt-huit pieds et quatre pouces suivant son occupation actuelle sur soixante-neuf pieds de profondeur (mesure anglaise, plus ou moins).

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 389 de ladite rue Édouard-Charles et dont les murs nord-est et sud-ouest sont mitoyens. »

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIÈME jour de JUIN 1961, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 mai 1961.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
57530-18-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { A DÉLARD LEMAY,
No 446629. { demandeur vs AR-
MAND LEMAY, défen-
deur et JULES PRIEUR, avocat, distrayant
quant aux frais.

Comme appartenant au demandeur:

Tous les droits immobiliers d'usufruit, d'usage, d'habitation, du prix de vente éventuelle et d'une rente viagère de \$25.00 par mois et généralement tous les droits immobiliers dans l'immeuble suivant, savoir:

« Un emplacement situé au sud du Chemin public ou Boulevard Lévesque, en la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, P.Q. et étant à l'extrême partie sud du lot connu et désigné sous le numéro cent sept (Ptie sud No 107), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul; ledit emplacement comprenant tout le terrain se trouvant entre le chemin public et la rivière des Prairies, et d'un côté l'emplacement appartenant au gouvernement provincial, et de l'autre côté, l'emplacement appartenant à Dame Émerance Papineau-Jolicœur; avec la maison d'habitation, le hangar en blocs de ciment et toutes les autres bâtisses y érigées, sans exception ni réserve ».

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval le HUITIÈME jour de JUIN 1961, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 2 mai 1961.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE,
57531-18-2-o

designated under the number one hundred and sixteen of the official subdivision of lot number two of the official subdivision of said original lot number twelve (12-2-116) in the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring twenty-six feet and five inches in width by sixty-nine feet in depth, English measure, more or less.

With all the buildings thereon constructed, notably a three-storied brick house, bearing civic number 387 Édouard-Charles St., the north-east and south-west walls of which are common."

3. "An emplacement situated in the city of Montreal, having frontage on Édouard-Charles St., known and designated under the number on hundred and fifteen of the official subdivision of said original lot number twelve (12-2-115) in the said plan and Book of Reference of the incorporated village of Côte St-Louis, measuring twenty-six feet and four inches according to the cadaster, and twenty-eight feet and four inches according to its present occupant, by sixty-nine feet in depth (English measure, more or less).

With all the buildings thereon erected, and bearing civic number 389 said Édouard-Charles St., and the north-east and south-west walls of which are common."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, May 2, 1961.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
57530-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit: { A DÉLARD LEMAY,
No. 446629. { plaintiff, vs ARMAND
LEMAY, defendant, and
JULES PRIEUR, advocate, seizing attorney.

As belonging to the plaintiff:

All the real estate rights of usufruct, use, habitation, of the eventual sale price and of a life annuity of \$25.00 a month, and generally all the real estate rights on the following immovable, to wit:

"An emplacement situated south of the public road or Lévesque Boulevard, in the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, P.Q., and being the extreme south part of the lot known and designated under the number one hundred and seven (south P. No. 107), in the official plan and Book of Reference of the parish of St-Vincent de Paul; the said emplacement comprising all the land between the public road and the Rivière des Prairies, and on one side of the emplacement belonging to the Provincial Government, and on the other side, the emplacement belonging to Dame Émerance Papineau-Jolicœur; with the living quarters, the shed made of cement blocks and all the other buildings thereon erected, without exception or reserve."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St-Vincent-de-Paul, county of Laval, on the EIGHTH day of JUNE, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, May 2, 1961.

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
57531-18-2

QUÉBEC

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **A** **DRIEN COULOMBE**,
No 108-392. { industriel, de la cité de
Québec, faisant affaires sous
les nom et raison sociale de Laurentide Furniture
Enr., à Giffard, dans le district de Québec, contre
AURÉLIEN HAMEL, rue Pruneau, Québec-
Ouest, P. Q.

Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un-cinq-
cent-soixante-et-un (No 581-5-161) du cadastre
de St-Roch nord, avec maison dessus construite,
circonstances et dépendances, portant le numéro
civique 2705, rue Vitre, à Québec.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de
Justice, à Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de
MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr. J.-R. GOBEIL,
Québec, le 10 avril 1961. 57243-15-2-o
[Première insertion: 15 avril 1961.]
[Deuxième insertion: 6 mai 1961.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **J** **-GEO. CHALIFOUR**
No 105-729. { **INC.**, corps politique et
incorporé ayant une place
d'affaires dans la cité de Québec, contre **NOR-**
BERT RINGUET, 365 St-Louis, La Tuque,
P. Q.

Un immeuble situé dans le rang 1, canton
Maillot, borné en front vers l'est par le 26-439,
XV Ave, en profondeur vers l'ouest par le No 26-
438-N, Ruel, un côté sud par le No 26-438-S et
de l'autre côté au nord par le No 26-438-Q,
mesurant cinquante (50') pieds de largeur sur
cent (100') pieds de profondeur, mesure anglaise,
contenant cinq milles pieds (5000') en superficie,
soit le lot portant le No 26-438-R, des plans et
livres de renvoi du cadastre pour le rang 1,
canton Maillot de la Tuque.

Un immeuble borné en front vers l'est par le
No 26-439-XV Ave, en profondeur vers l'ouest
par le No 26-438-N, Ruel, d'un côté au nord par
le No 26-438-R et de l'autre côté au sud par le
No 26-438-T, mesurant cent cinquante pieds
(150') de largeur sur cent (100') pieds de profon-
deur, mesure anglaise contenant cinq milles
pieds (5000') en superficie soit le lot 26-438-S
des plans et livres de renvoi du cadastre pour le
rang 1, canton Maillot de la Tuque, P. Q., cir-
constances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-
Zéphirin, La Tuque, le DIX-NEUVIÈME jour
de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J.-R. GOBEIL,
Québec, le 10 avril 1961. 57245-15-2-o
[Première insertion: 15 avril 1961.]
[Deuxième insertion: 6 mai 1961.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, { **L** **'OFFICE DU CRÉDIT**
No 2221. { **AGRICOLE DE QUÉ-**
BEC, corps politique et in-

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **A** **DRIEN COULOMBE**,
No. 108-392. { industrialist, of the city
of Quebec, carrying on busi-
ness under the style and name of Laurentide
Furniture Enr., at Giffard, in the district of
Quebec, against **AURÉLIEN HAMEL**, Pruneau
Street, Quebec-West, P. Q.

Lot number five hundred and eighty-one-five-
on hundred and sixty-on (No. 581-5-161) of the
cadaster of St-Roch north, with house thereon
erected, circumstances and dependencies, bear-
ing civic number 2705, Vitre Street, at Quebec.

To be sold at my Office, at the Court House,
at Quebec, on the NINETEENTH day of MAY,
next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J.-R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 10, 1961. 57243-15-2
[First insertion: April 15, 1961.]
[Second insertion: May 6, 1961.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **J** **-GEO. CHALIFOUR**
No. 105-729. { **INC.**, body politic and
incorporate having a business
office in the city of Quebec, versus **NORBERT**
RINGUET, 365 St-Louis, La Tuque, P. Q.

An immoveable situated on range 1, township
of Maillot, bounded in front, on the east, by
26-439-XV Ave., in depth, on the west, by
No. 26-438-N, Lane, on one side, on the south,
by No. 26-438-S, and on the other side, on the
north, by No. 26-438-Q, measuring fifty feet
(50') in width by one hundred feet (100') in
depth, English measure, having an area of five
thousand feet (5000'), said lot bearing No. 26-
438-R in the plan and book of reference for the
cadaster of range 1, township of Maillot in La
Tuque.

An immoveable bounded in front, on the east,
by No. 26-439-XV Ave., in depth, on the west,
by No. 26-438-N, Lane, on one side, on the
north, by No. 26-438-R, and on the other side,
on the south, by No. 26-438-T, measuring one
hundred and fifty feet (150') in width by one
hundred feet (100') in depth, English measuring,
having an area of five thousand feet (5000'),
said lot being known as 26-438-S in the plan and
book of reference of the cadaster for range 1,
township of Maillot in La Tuque, P. Q., cir-
cumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of St-
Zéphirin, La Tuque, on the NINETEENTH
day of MAY next, at TEN o'clock in the fore-
noon.

Dr J.-R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 10, 1961. 57245-15-2
[First insertion: April 15, 1961.]
[Second insertion: May 6, 1961.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { **T** **HE QUEBEC FARM**
No. 2221. { **CREDIT BUREAU**,
body politic and corporate,

corporé, ayant son siège sociale à Québec, demandeur *vs* ROLAND ROULEAU, cultivateur domicilié à St-Bonaventure, comté d'Yamaska, défendeur.

1o « Un lopin de terre situé en la paroisse de St-Bonaventure, sur le cinquième rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté d'Yamaska pour ladite paroisse sous le numéro cent vingt-quatre (No 124) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2o Une portion de terre située en la même paroisse, au quatrième rang, de dix arpents et demi de largeur sur cinq arpents et demi de profondeur, plus ou moins, tenant d'un bout au sud-est au chemin de front du cinquième rang, de l'autre bout au nord-ouest aux lots des représentants de Joseph Petit, D. Charlard et Ed. Cotnoir, d'un côté au sud-ouest au lot de Jos. Joyal et de l'autre côté au nord-est du lot de Téléphore de Tonnancourt, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit pour la susdite paroisse comme étant partie des lots numéros deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante-deux, et deux cent quarante-trois (Ptie Nos 238, 239, 240, 242 et 243) avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Sujet ledit lot numéro cent vingt-quatre et partie du numéro deux cent quarante-deux à une servitude à perpétuité de droit de passer, ériger une ligne de transmission de l'électricité avec tous ses accessoires, suivant acte enregistré à Yamaska sous le numéro 86094 pour le lot numéro 124 et sous numéro 86093 pour ladite partie du lot numéro 242, en faveur de Southern Canada Power Co., Sujets aussi lesdites parties des lots 238, 239, 240 et 242 à une servitude de droit de passer, maintenir et exploiter une ligne de transmission de l'énergie électrique sur et au-dessus d'une lisière de cent cinquante pieds de largeur, mesure anglaise, faisant partie dudit immeuble sur toute la longueur que ladite ligne de transmission peut avoir à travers cet immeuble, suivant acte enregistré à Yamaska sous le numéro 82,792, en faveur de The Shawinigan Water & Power Co..

3. La moitié indivise de la moitié nord-ouest, au front à la profondeur, d'un lopin de terre situé en la paroisse de St. Majorique, formant partie du cinquième rang du canton de Grantham, de trois arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, tenant au nord-est au quatrième rang, au sud-ouest au sixième rang, au sud-est au lot de Élie Mélançon ou représentants, et au nord-ouest au lot de Alfred Parent, en bois et sans bâtisses, ledit lopin étant l'arpent et demi nord-ouest des trois arpents, sud-est du numéro trois cent quatre-vingt-cinq (Ptie No. 385) des plan et livre de renvoi officiels du comté de Drummond, canton de Grantham, et avec titres tels que le possède l'emprunteur. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Bonaventure, comté d'Yamaska, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 7 avril 1961.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.
57224-15-2-o

having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* ROLAND ROULEAU, farmer domiciled at St. Bonaventure, county of Yamaska, defendant.

1. "A parcel of land situated in the parish of St. Bonaventure, on the fifth range, known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the county of Yamaska of the said parish under the number one hundred and twenty-four (No. 124) with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. A piece of land situated in the same parish on the fourth range, measuring ten and one-half arpents in width by five and one-half arpents in depth, more or less, bordering, on one end on the south-east, on the road having frontage on the fifth range, on the other end, on the north-west, on the lots of the representatives of Joseph Petit, D. Charlard and Ed. Cotnoir, on one side, on the south-west, on the lot of Jos. Joyal and on the other side, on the north-east, on the lot of Téléphore de Tonnancourt, known and designated in the official plan and book of reference of the above-mentioned cadaster for the above-mentioned parish as being part of the lots number two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, two hundred and forty-two and two hundred and forty-three (P. No. 238, 239, 240, 242 et 243) with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said lot number one hundred and twenty-four and part of number two hundred and forty-two are subject, in perpetuity, to a servitude of right of way, in order to erect and electric transmission line with all the accessories, according to a deed registered at Yamaska under number 86094 for lot number 124 and under number 86093 for the said part of lot number 242, in favor of "Southern Canada Power Co.". Also subject to a servitude of right of way are the said parts of lots 238, 239, 240 and 242, to maintain and exploit a line for the transmission of electrical energy on and above a strip of one hundred and fifty feet in width, English measure, forming a part of said immoveable, by the entire length which said transmission line may have crossing this immoveable, according to a deed registered at Yamaska under the number 82,792, in favor of "The Shawinigan Water & Power Co.."

3. The undivided half of the north-west half, in depth having frontage on a strip of land situated in the parish of St. Majorique, forming a part of the fifth range of the township of Grantham, measuring three arpents in width by twenty-eight arpents in depth, bordering, on the north-east, on the fourth range, on the south-west, on the sixth range, on the south-east, on the lot belonging to Élie Mélançon, or representatives, and on the north-west on the lot of Alfred Parent, a wooded lot without buildings, the said strip of land being the arpent and one-half north-west of the three south-east arpents of number three hundred and eighty-five (P. No. 385) in the official plan and book of reference of the county of Drummond, township of Grantham, and with such deeds as are in the possession of the borrower.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Bonaventure, county of Yamaska, on the EIGHTEENTH day of MAY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Sorel, April 7, 1961.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.
57224-15-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, No 25,354. { ULYSSE ÉMOND, marchand, domicilié et rési-

chant, domicilié et rési-
dant à Rivière-Portneuf, district de Saguenay, demandeur; vs RENÉ PILOTTE, résidant à Rivière-Portneuf, district de Saguenay et Rimouski, défendeur.

Un terrain sis à Rivière-Portneuf, Seigneurie des Milles Vaches, comté et district de Saguenay, mesurant approximativement quatre cent quatre-vingt-seize pieds (496) de front, par trois cent quarante-cinq pieds (345) de profondeur, borné au nord par la réserve cantonale et par la propriété de Émilien Morissette, à l'est par la propriété de Maride Laprise, au sud par la route Nationale numéro 15, et à l'ouest par la propriété de Dame veuve Hodina Poitras Tremblay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, rente s'il y en a.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Rivière-Portneuf, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1961, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif,
Rimouski, 2 mai 1961.

JACQUES MARTIN.
57525-18-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski et Saguenay

Cour Supérieure, No 25,353. { ULYSSE ÉMOND, marchand, domicilié et rési-

chant, domicilié et rési-
dant à Rivière-Portneuf, district de Saguenay, demandeur; vs JOSEPH TREMBLAY, résidant à Rivière-Portneuf, district de Saguenay et de Rimouski, défendeur.

Un terrain sis à Rivière-Portneuf, Seigneurie des Milles Vaches, comté et district de Saguenay, mesurant approximativement soixante-dix-huit (78) pieds de front, par cent quatre-vingt-dix (190) pieds de profondeur, borné au nord par la réserve cantonale, à l'est par la propriété de Raymond Tremblay, au sud par la route nationale numéro 15, et à l'ouest par la propriété de Yvon Harvey, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, rente s'il y en a.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rivière-Portneuf, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Sherif,

Bureau du Sherif,
Rimouski, 2 mai 1961.

JACQUES MARTIN.
57526-18-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Rimouski

Cour Supérieure, No 25,560. { EMILE ST-PIERRE, con-

tracteur général de la
ville de Rimouski, district de Rimouski, demandeur, vs DOMINIQUE AUDIT, machiniste, de l'endroit appelé Causapsal, district de Rimouski, défendeur.

« Partie du lot huit (P-8) au cadastre officiel du canton Lepage, rang un (1) nord, village de Causapsal, étant un terrain ou emplacement mesurant cent pieds de largeur sur cent soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée au nord à une rue (Desrosiers) à l'est à Alphonse

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, No. 25,354. { ULYSSE ÉMOND, mer-

chant, domiciled and
residing at Rivière-Portneuf, district of Saguenay, plaintiff; vs RENÉ PILOTTE, residing at Rivière-Portneuf, district of Saguenay and Rimouski, defendant.

A lot of land situated at Rivière-Portneuf, Seignior Milles Vaches, county and district of Saguenay, measuring approximately four hundred and ninety-six feet (496) in front, by three hundred and forty-five feet (345) in depth, bounded on the north by the township reserve and by the property of Émilien Morissette, on the east, by the property of Maride Laprise, on the south by highway No. 15, and on the west by the property of Dame Hodina Poitras Tremblay, widow, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, rent if any.

To be sold at the church door of Rivière-Portneuf, the FOURTEENTH day of JUNE, 1961, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, May 2, 1961.

Deputy-Sheriff.
57525-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski and Saguenay

Superior Court, No. 25,353. { ULYSSE ÉMOND, mer-

chant, domiciled and
residing at Rivière-Portneuf, district of Saguenay, plaintiff; vs JOSEPH TREMBLAY, residing at Rivière-Portneuf, district of Saguenay and Rimouski, defendant.

A lot of land situated at Rivière-Portneuf, Seignior Milles Vaches, county and district of Saguenay, measuring approximately seventy-eight (78) feet in front, by one hundred and ninety (190) feet in depth, bounded on the north by the township reserve, on the east by the property of Raymond Tremblay, on the south by highway No. 15, and on the west by the property of Yvon Harvey, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, rent if any.

To be sold at the church door of the parish of Rivière-Portneuf, the FOURTEENTH day of JUNE, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, May 2, 1961.

Deputy-Sheriff.
57526-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 25,560. { EMILE ST-PIERRE, gene-

ral contractor of the
town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, vs DOMINIQUE AUDIT, machinist, of the place called Causapsal, district of Rimouski, defendant.

«Part of lot eight (P. 8) in the official cadaster of the township of Lepage, range one (1) north, village of Causapsal, being a lot of land or emplacement measuring one hundred feet in width by one hundred and seventy-six feet in depth, English measure, bounded on the north by a

Gendron, au sud à Maurice Girard et à l'ouest à la route du Lac 8 milles, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à charge d'une rente foncière de \$25.00 par année à Roméo Desrosiers.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Causapsal, le NEUVIÈME jour de JUIN 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Sérif,

Bureau du Sérif,
Rimouski, 2 mai 1961.

JACQUES MARTIN,
57527-18-2-0

Fieri Facias de Bonis

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { **TRADERS FINANCE**
No 35,096. **CORP. LTD.**, une

corporation ayant son siège social à Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires à Rimouski, district de Rimouski, demanderesse *vs* EDDY ST-LAURENT, de l'endroit appelé St-Vianney, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Vianney, connue et désigné sous le numéro trente-huit (38) du cadastre officiel du rang cinq canton Langis, avec la maison et les autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances mais sauf et excepté une partie de ce lot vendu à la Commission scolaire de St-Vianney, suivant acte de vente enregistrée sous le No 41,869, laquelle partie est décrite comme suit:

« Un terrain situé dans la paroisse de St-Vianney, faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro trente-huit (P. 38) du cadastre officiel du rang cinq du canton Langis, ledit terrain mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur le long du chemin public et au bout de la profondeur, sur cent pieds (100') de profondeur à partir dudit chemin public, borné à l'avant par le chemin de front du rang cinq Langis, en arrière et des deux côtés par le reste de la terre du vendeur. »

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Vianney, le NEUVIÈME jour de JUIN 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Sérif,

Bureau du Sérif,
Rimouski, 2 mai 1961.

JACQUES MARTIN,
57528-18-2-0

street (Desrosiers), on the east by the land of Alphonse Gendron, on the south by the land of Maurice Girard, and on the west by 8 mile Lake highway, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, subject to a land rent of \$25.00 annually payable to Roméo Desrosiers.

To be sold at the door of the church of the parish of Causapsal, on the NINTH day of JUNE, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, May 2, 1961.

Deputy-Sheriff,
57527-18-2

Fieri Facias de Bonis

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { **TRADERS FINANCE**
No. 35,096. **CORP. LTD.**, a cor-

poration having its head office in Toronto, province of Ontario, and a place of business at Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, *vs* EDDY ST-LAURENT, of the place called St-Vianney, district of Rimouski, defendant.

A farm situated in the parish of St-Vianney, known and designated under number thirty-eight (38) in the official cadaster of range five in the township of Langis, with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies save and with the exception of a part of said lot sold to the School commission of St-Vianney according to the deed of sale registered under No. 41,869, which part is described as follows:

"A lot of land situated in the parish of St-Vianney, forming a part of and to be withdrawn from the lot known and designated under number thirty-eight (P. 38) in the official cadaster of range five in the township of Langis, the said terrain measuring one hundred and fifty feet (150') feet in width along the public road and to the end of the depth, by one hundred feet (100') in depth from the said public road, bounded in front by the front road of range five, Langis, in the back and on the two sides by the remainder of the farm belonging to the vendor."

To be sold at the door of the church of the parish of St-Vianney, on the NINTH day of JUNE, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office,
Rimouski, May 2, 1961.

Deputy-Sheriff,
57528-18-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **THE QUAKER OATS**
District de Montréal, **CO OF CANADA,**

No 515-010. { des cités et district de Montréal, demanderesse *vs* FRANCESCO MICELLI, autrefois de L'Ange-Gardien, comté de Rouville et maintenant de Montréal.

10. Un lot de terre ayant front sur la route du rang Séraphine, d'une largeur de un (1) arpent par une profondeur de dix (10) arpents, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Ange-Gardien comme étant le numéro 113.

20. Un lot de terre ayant front sur la route nationale entre L'Ange-Gardien et St-Césaire, d'une largeur de deux (2) arpents de largeur par

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { **THE QUAKER OATS**
District of Montreal, **CO OF CANADA,**

No. 515-010. { of the city and district of Montreal, plaintiff *vs* FRANCESCO MICELLI, heretofore of L'Ange-Gardien, county of Rouville and presently of Montreal.

1. A lot of land having frontage on the route of range Séraphine, of a width of one (1) arpent by a depth of ten (10) arpents, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of L'Ange-Gardien, as being number 113.

2. A lot of land having frontage on the national highway between L'Ange-Gardien and St-Césaire, of a width of two (2) arpents in width by eleven

onze (11) arpents de profondeur, connu et désigné comme étant le numéro 118 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Ange-Gardien;

30. Un lot de terre ayant front sur la route nationale entre L'Ange-Gardien et St-Césaire, d'une largeur de deux (2) arpents par une profondeur de neuf (9) arpents, connu et désigné comme étant le lot numéro 119, au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville. Le tout avec les bâtisses y construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de L'Ange-Gardien, comté de Rouville, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent soixante et un, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Hyacinthe, 10 avril 1961.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.
57269-15-2-o

(11) arpents in depth, known and designated as being number 118 on the official plan and in the book of reference for the parish of L'Ange-Gardien;

3. A lot of land having frontage on the national highway between L'Ange-Gardien and St-Césaire, of a width of two (2) arpents by a depth of nine (9) arpents, known and designated as being lot number 119, on the official plan and book of reference for the parish of L'Ange-Gardien, county of Rouville. The whole with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of L'Ange-Gardien, county of Rouville, THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-one, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Hyacinthe, April 10, 1961.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.
57269-15-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 31152. **DAME ADÉLIA BERTIN**, veuve en premières nocces de Richard Lavallée, et épouse en secondes nocces et séparée de biens de Charles Johnson, domicilié et résidant à Dalhousie, province du Nouveau-Brunswick et ledit **CHARLES JOHNSON**, pour assister et autoriser son épouse à toutes fins que de droit, et **ALBERT DESLAURIERS**, bourgeois, domicilié à Saint-Jérôme, agissant au nom et comme tuteur de Thérèse Lavallée, enfant mineure issue du mariage de Adélie Bertin et de Richard Lavallée, décédé, demandeurs *vs* Dame **BENONI LAVALLÉE** de Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, défenderesse et **PAUL GÉLINAS**, avocat, résidant et domicilié à 120 rue Tour du Lac, en la ville de Sainte-Agathe des Monts, dans les comté et district de Terrebonne, procureur-distrayant.

Avis de vente

Sur la tête de la demanderesse et du défendeur Albert Deslauriers, l'immeuble suivant:

« Un terrain situé en la ville de Saint-Agathe des Monts, sur le côté ouest de la rue St-André, pris à même le lot de terre numéro onze A (11 A) du quatrième rang du canton Beresford, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, mesurant quarante-cinq pieds (45') de largeur sur cent seize pieds (116') de profondeur, mesures anglaises, et plus ou moins, borné en front, à l'est par la rue St-André, en profondeur, à l'ouest par le lot onze A-18 (11A-18), du côté sud, partie par le terrain d'un certain Meilleur, ou représentants, et partie par le terrain de P. Brunet ou représentants, et du côté sud, par la propriété de Fabien Giroux, ou représentants, le tout avec une maison dessus construite et ses dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Agathe des Monts, rue Principale, à DEUX heures de l'après-midi, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JUIN 1961 (7/6/61 à 2 h. p.m.).

Conditions; argent comptant.

Bureau du Shérif, St-Jérôme, 28 avril 1961.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.
57499-18-2-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 31152. **DAME ADÉLIA BERTIN**, widow, by her first marriage, of Richard Lavallée, and wife, by second marriage, separate as to property of Charles Johnson, domiciled and residing at Dalhousie, province of New Brunswick and the said **CHARLES JOHNSON**, to assist and authorize his wife for all legal purposes, and **ALBERT DESLAURIERS**, gentleman, domiciled at Saint-Jérôme, acting as the tutor to Thérèse Lavallée, minor daughter of Adélie Bertin and the late Richard Lavallée, plaintiffs, *vs* Dame **BENONI LAVALLÉE**, of Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, defendant, and **PAUL GÉLINAS**, advocate, residing and domiciled at 120 Tour du Lac St., in the town of Sainte Agathe des Monts, in the county and district of Terrebonne, seizing attorney.

Notice of sale

Upon the head of the plaintiff and of the defendant, Albert Deslauriers, is the following immovable:

“A terrain situated in the town of Saint-Agathe des Monts, on the west side of St-André St., taken from the lot of land number eleven A (11A) on the fourth range of the township of Beresford, in the official cadaster of the parish of Sainte-Agathe des Monts, measuring forty-five feet (45') in width by one hundred and sixteen feet (116') in depth, English measure, and more or less, bounded in front on the east by St-André street, in depth, on the west, by lot eleven A 18 (11A-18), on the south side, partly by the land of a certain Meilleur, or representatives, and party by the land of P. Brunet or representatives, and on the south side, by the property belonging to Fabien Firoux, or representatives, the whole with a house thereon constructed and its dependences.”

To be sold at the door of the Catholic church of Ste-Agathe des Monts, Main Street, at TWO o'clock in the afternoon, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1961 (7/6/61 at 2 p.m.).

Conditions: cash.

Sheriff's Office, St-Jérôme, April 28, 1961.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
57499-18-2-o

INDEX No 18

Action en séparation de biens

Action for Separation as to Property

Cantor et Rother	2172
------------------	------

Avis divers

Miscellaneous Notices

Association des Bouchers du Marché Centre (Const.- Inc.)	2168
Association des Chimistes Professionnels du Québec (Membres)	2169
Association des Employés d'Accessoires Électriques Inc. F.C.A.I. (Const.)	2171
Association des Payeurs de Taxes de Dorval (L') - (Dir.)	2167
Association des Payeurs de Taxes de Dorval (L') - (Règl.)	2167
Association des Soudeurs du Québec (CNCT) (Changement de nom)	2170
Association of Professional Chemists of Quebec (Members)	2169
Bluestone Co. (The) - (Dir.)	2168
Club de Golf du Lac Beauport Inc. (Le) - (Dir.)	2168
Club de Yachting du Saguenay (Le) - (Règl.)	2171
Club Social & Curling de Port Cartier Inc. (Dir.)	2171
Domrémy - Trois-Rivières (Règl.- By-laws)	2171
Dorval Taxpayers Association (Dir.)	2167
Dorval Taxpayers Association (By-laws)	2167
Eastern Townships Terrazzo Tile Marble Ltd. (Dir.)	2169
Electrical Appliances Employee's Association Inc. C.F.I.A. (Inc.)	2171
Gardner Equipment Company Inc. (Dir.)	2170
Immeubles de Montigny Ltée (Les) - (Dir.)	2170
Lévesque (J. L.) Inc. (Dir.)	2168
Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited (Dir.)	2166
Placements Nolin Inc. (Dir.)	2168
Price Brothers & Company Limited (Dir.)	2172
Quebec Welders Association (NCCL)	2170
Saguenay Yacht Club (The) - (By-laws)	2171
Semaines Sociales du Caraïbe (Secteur français) - (Règl.- By-laws)	2169
Sorel Development Corporation (Dir.)	2171
Syndicat Coop. des Cent Associés du Royaume du Saguenay (Le) - (Fond.- Found.)	2169
Syndicat des Vendeurs de General Bakeries Ltd. (Const.- Inc.)	2167
United Auto Parts (Drummondville) Limited (Dist. de l'actif - Dist. of assets)	2167

Bills

Bills

Sanctionnés - Sanctioned	2172
--------------------------	------

Chartes

Charters

Abandon de

Surrender of

Beer & Stern Construction Inc.	2174
Guy Towers Inc.	2174
Hain's Rental & Sales Inc.	2174
Lambert (G.) Limited	2174
Sample Dress Inc.	2174
United Auto Parts (Drummondville) Limited	2173

MINISTÈRE

DEPARTMENTS

Affaires Municipales

Municipal Affairs

Drummondville, cité - city (Annexion)	2174
---------------------------------------	------

Agriculture

Agriculture

Cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet	2175
Société Coopérative Agricole de Fort Richelieu	2176
Société Coopérative Agricole des Producteurs de lait de Québec	2176

Instruction publique

Education

Municipalité scolaire de: School Municipality of:

Amqui, par. et - and Amqui (Dem.- Appl.)	2178
Ange-Gardien (Dem.- Appl.)	2178
Dollard-des-Ormeaux (Dem.- Appl.)	2176
Franquelin (Dem.- Appl.)	2178
Laurierville (Dem.- Appl.)	2176
Pierreville, village (Dem.- Appl.)	2177
Ste-Angélique-des-Mille-Iles No 1 (Dem.- Appl.)	2177

Ste-Dorothée, village et - and Ste-Doro-

thée No 2 (Dem.- Appl.)	2177
St-Étienne-des-Grès (Dem.- Appl.)	2179
St-Frédéric (Dem.- Appl.)	2179
St-Germain (Dem.- Appl.)	2179
St-Jérôme, par. (Dem.- Appl.)	2180
Ste-Thérèse, par. (Dem.- Appl.)	2178
Wendover et - and Simpson (Dem.- Appl.)	2179

Terres et Forêts

Lands and Forest

Service du Cadastre:

Cadastral Branch:

Beaumesnil, canton - township	2180
Brompton, canton - township	2180
Longue-Pointe, paroisse - parish	2180

Travail

Labour

Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:

Ascenseur, Province (Mod.)	2158
Barbers and hairdressers, region of Victoriaville (Amend.)	2159
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, région de Victoriaville (Mod.)	2159
Building, Saint-Hyacinthe (Levy)	2162
Coiffeurs de Québec (Prél.)	2160
Coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, région de Québec (Mod.)	2158
Construction, St-Hyacinthe (Prél.)	2162
Elevator, Province (Amend.)	2158
Épiciers et bouchers de Joliette (Prél.- Levy)	2165
Hairdressers of Quebec (Levy)	2160
Men's and ladies' hairdressers, region of Quebec (Amend.)	2158
Vendeurs Détaillants de Gazoline, région de Chicoutimi (Prél.- Levy)	2163

Examen des Agronomes	Agronomists Examination
Admission à l'exercice	2181
Admission to practice	2181

Lettres patentes	Letters Patent
Air-Cooling Corporation	2136
Anjou Society of Dramatic Arts	2137
Argo Construction (1961) Ltd.	2137
Association des Payeurs de Taxes de Dorval (L')	2140
Association des Propriétaires de Taxis de Giffard Inc. (L')	2144
Beaupré (Honoré) Limitée	2142
Boily (Nap.) Inc.	2148
Centre Bowling Lanes Ltd.	2138
Centre d'Achat DeGrasse Inc.	2139
Châtelain Fourrures Inc.	2138
Cie de Terrassement du Nord Inc.	2138
Cities and Towns Suppliers Limited.	2139
Club Estival du Parc Seignior Inc. (Le) ..	2152
Corporation de Développement Pine Lake	2150
Courrier de Limoilou Inc. (Le)	2144
DeGrasse Shopping Center Inc.	2139
Domaine Mathilde Inc.	2139
Dorval Taxpayers Association	2140
Dundee Manufacturing Co. Ltd.	2140
Entreprises C.J.F. Inc. (Les)	2145
Ferguson (Alex) Canada Ltd.	2137
Ferme Avicole Victoria Ltée.	2140
Fortin (Yvon) Ltée.	2153
Gianoulis Bros. Inc.	2141
Goldenberg Realities Ltd.	2141
Handyman Construction Co. Ltd.	2141
Home Art Knitting Ltd.	2142
Hotel Garand Inc.	2142
J. B. Films Inc.	2143
Jutras (Lucien) Limitée.	2146
Kelwon Parking Corp.	2143
Key Enterprises Limited.	2143
Lagacé (Maurice) Inc.	2147
Largo Holdings Ltd.	2144
Mack Electrical Company	2146
Maison Artistique du Tricot Ltée.	2142
Major Hardware Supplies Ltd.	2146
Martini Shops Inc.	2147
Miss Wellington Inc.	2147
Montreal Land Securities Limited.	2148
Montreal Property Management Inc.	2148
National Tramp-O-Leap Sales Corp.	2149
Northview Cleaners Ltd.	2149
Northern Landscaping Co. Inc.	2138
Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.	2149
Personal Assets Inc.	2150
Pine Lake Development Corp.	2150
Playboy Apparel Inc.	2150
Publication Choiesies Inc. (Les)	2145
Quincaillerie St-Vincent Hardware Inc. ..	2151
Restaurant Café Casa Loma Inc.	2151
Restaurant Tevere Inc.	2151
Salles de Quilles Centre Ltée	2138
Sahara Restaurant Inc.	2152
Satov Electric Inc.	2152
Seignior Park Beach Club Inc.	2152
Selected Publications Inc.	2145
Victoria Poultry Farm Ltd.	2140

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Avron Fashions Inc.	2153
Bisson Groceteria Inc.	2153
Brown (C.J.) & Company Limited	2153
Elmichael Real Estate Ltd.	2154
Henri Bourassa Blvd. Shopping Centre Inc.	2154
Hockenhull (J.E.) & Co. Ltd.	2154
Laucor Construction Ltée.	2155

Montreal Die Works Limited.	2155
Patios du Berger Inc. (Les)	2155
Polk (R.L.) Co. Ltd.	2155
Ronel Realities Inc.	2156
Roseview Development Corporation.	2156
Standard Enterprises Corporation.	2156
Sunset Investment Corp.	2157
United Auto Parts (Dorion) Ltd.	2157
United Auto Parts (St-Georges) Ltd.	2157

Nominations	Appointments
Conseils en loi de la Reine.	2181
Queen's Counsel	2181
Présidents d'élection	2182
Returning-Officers.	2182

Sièges sociaux	Head Offices
Association des Payeurs de Taxes de Dorval (L')	2182
B.L.R. Construction Inc.	2184
Canadian Institute of Psychoanalysis.	2182
Consolidated Credit Inc.	2183
Corporation des Pères Eudistes de la Province de Québec (La)	2182
Corwain Ltd.	2185
Crédit Consolidé Inc.	2183
De Grasse Construction Inc.	2184
Dorval Taxpayers Association	2182
Holding (J. B.) Co. Ltd.	2183
Institut Canadien de Psychoanalyse ..	2182
Millar (D. D.) Company Limited.	2184
Montreal Land Securities Limited.	2183
One Twenty-Eight Inc.	2184
Perlan Co. Ltd.	2185
Perron & Fils Limitée.	2185
Plaza Promotion Ltd.	2183
Snowdon Mining and Explorations Limited.	2184

Soumissions	Tenders
Beauharnois, cité - city	2185
Gatineau, ville - town	2189
Granby, cité - city	2186
Isle Maligne, comm. scol. - school comm.	2190
Loretteville, ville - town	2191
Maniwaki, ville - town	2188
Thurso, village	2192

VENTES	SALES
Taxes	Taxes
Delisle, canton - township	2194
Mégantic, comté - county	2194
St-Cœur-de-Marie, village	2195
Val d'Or-Bourlamaque, comm. scol. protestante - Prot. school comm.	2193

SHERIFFS	SHERIFFS
Hull	Hull
Bissonnette vs Gauthier	2196
Randall's Paints Limited vs Lelièvre ..	2196
Iberville	Iberville
Boivin vs Leclerc.	2197

Joliette	Joliette
Interprovincial Building Credits Ltd. vs Lelièvre.	2197
Joyal vs Boisclair et al.	2198
Racicot vs Boyce.	2198
Kamouraska	Kamouraska
Ouellet vs Jean	2199

Montréal	Montreal	Richelieu	Richelieu
Bank of Nova Scotia (The) <i>vs</i> MacKenzie.....	2199	Office du Crédit Agricole de Québec (L') <i>vs</i> Rouleau.....	2201
Banque de la Nouvelle-Écosse (La) <i>vs</i> MacKenzie.....	2199	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Rouleau.....	2201
Commissaires d'écoles pour la munic. de la cité d'Outremont (Les) <i>vs</i> Tousignant.....	2199	Rimouski Rimouski	
Lemay <i>vs</i> Lemay.....	2200	Émond <i>vs</i> Pilote.....	2203
School Commissioners for the munic. of the City of Outremont (The) <i>vs</i> Tousignant.....	2199	Émond <i>vs</i> Tremblay.....	2203
		St-Pierre <i>vs</i> Audit.....	2203
		Traders Finance Corp. <i>vs</i> St-Laurent..	2204
		Saint-Hyacinthe Saint Hyacinthe	
		Quaker Oats Co. (The) <i>vs</i> Micelli.....	2204
Québec Quebec		Terrebonne Terrebonne	
Chalifour J.-Geo. Inc. <i>vs</i> Ringuet.....	2201	Bertin <i>et vir et al vs</i> Lavallée.....	2205
Coulombe <i>vs</i> Hamel.....	2201		